

CenDoTeC

Centro Franco-
Brasileiro de
Documentação
Técnica
e Científica

Les ministères du Gouvernement Lula

Dossier *CenDoTeC*

Sommaire

Ministério da Ciência e Tecnologia (MCT)	2
Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (MAPA)	10
Ministério do Desenvolvimento Agrário (MDA)	17
Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior (MDIC)	25
Ministério do Meio Ambiente (MMA)	31
Ministério da Saúde (MS)	36
A propos	42

CenDoTeC

Av. Prof. Dr. Lineu
Prestes, 2242
IPEN-CNEN/SP
Cidade Universitária
05508-000
São Paulo SP

Tel: (11)3032-1214
Fax: (11)3032-1552

cendotec@cendotec.org.br
www.cendotec.org.br



ISSN 1518-8744

avril 2003

Ministério da Ciência e Tecnologia (MCT)

Ministre de la Science et de la Technologie : **Roberto Amaral**

<http://www.mct.gov.br>

Le Ministre :

Roberto Átila Amaral Vieira, né en décembre 1940 à Fortaleza, est journaliste et Professeur d'université. Avant d'être invité à assumer la fonction de Ministre, Roberto Átila était deuxième vice-président du PSB. Diplômé en Sciences Juridiques et Sociales de la Faculté de Droit de l'Université Fédérale du Ceará en 1964, il s'est formé l'année suivante à la Faculté de Philosophie, des Sciences et des Lettres.

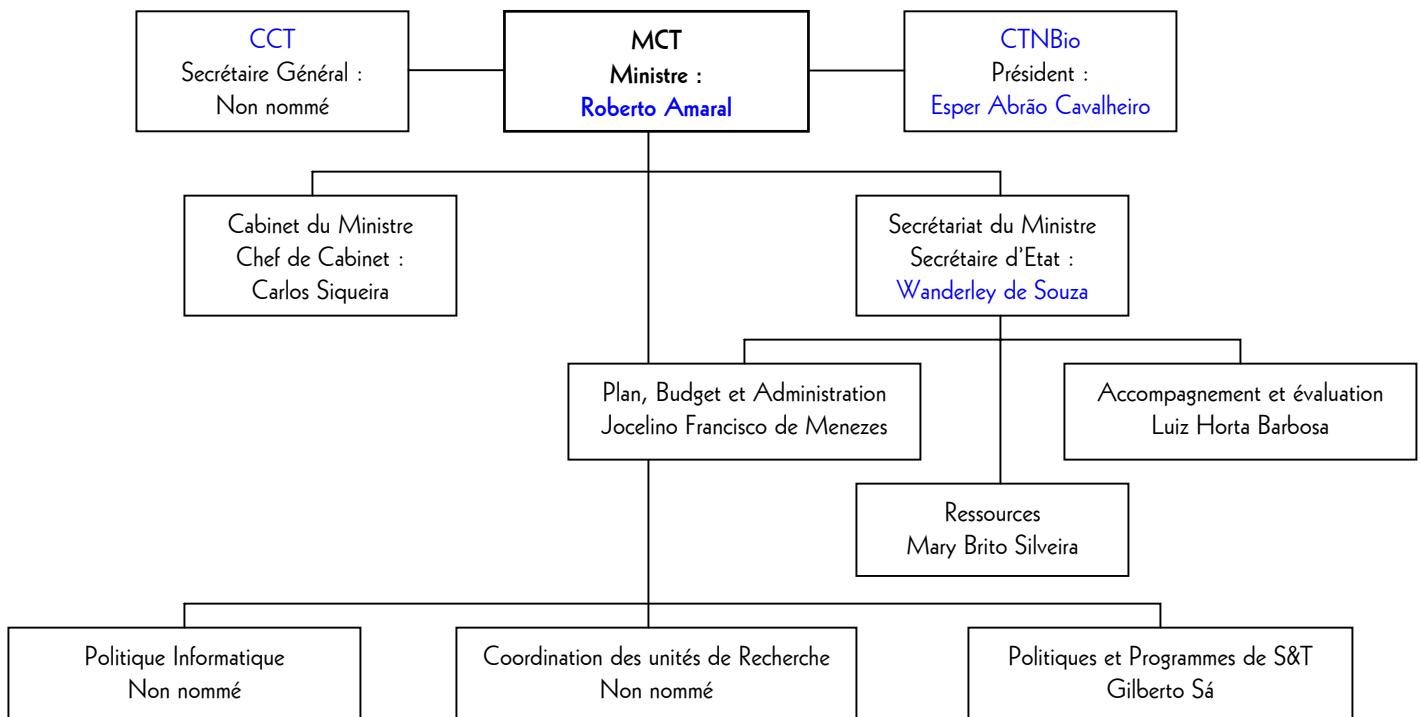
Lire son CV - p 9

Le ministère :

Formulation et exécution de la Politique Nationale en Science et Technologie. Ses compétences englobent : le patrimoine scientifique et technologique ainsi que son développement ; la Politique de coopération et d'échanges concernant ce patrimoine ; la définition de la Politique Nationale de Science et Technologie ; la coordination des Politiques Sectorielles ; la Politique nationale de recherche, de développement, de production et d'application de nouveaux matériaux et de services de haute technologie.

Lire au complet - p 9

Organigramme du ministère



Voir aussi l'organigramme complet du Ministère :

<http://www.mct.gov.br/sobre/organograma2.htm>

[Retour au Sommaire](#)

Sardenberg laisse, selon lui, un MCT fortifié

Lire p 4

« J'ai l'honneur de lui passer la direction du Ministère de la Science et Technologie, un Ministère consolidé, qui sait mener ses programmes et ses activités, qui évolue, fonctionne et remplit intégralement le rôle que le gouvernement et la société attendent de lui ».

Roberto Amaral estime que le Brésil doit investir dans la connaissance

Lire p 4

« Il n'existe pas de nation souveraine sans une autonomie scientifique et technologique. Et il n'y a pas de possibilité d'insertion équitable dans la société internationale sans souveraineté », a affirmé le Ministre, ajoutant que la Science et la Technologie ont une fonction stratégique dans le développement des pays et de la société.

Le Ministre prétend « nationaliser la science »

Lire p 5

Pour Roberto Amaral, il est nécessaire de décentraliser la production et les ressources de l'axe Rio - São Paulo.

Le Ministre juge le projet spatial brésilien prioritaire.

Lire p 5

Le Ministre de la Science et Technologie, Roberto Amaral, a déclaré dans une entrevue à la Voix du Brésil, que l'un des principaux objectifs de son ministère est de faire avancer le programme spatial. Selon le Ministre, le projet spatial est fondamental pour le développement technologique du pays.

Roberto Amaral présente aux recteurs les propositions du MCT

Lire p 6

Roberto Amaral a mis l'accent sur l'importance d'un dialogue entre le ministère et les universités, notamment par la divulgation des travaux développés dans les académies. Le Ministre prétend stimuler la participation des investisseurs privés dans le développement technologique et le financement des recherches et des universités privées.

Le MCT veut renforcer la production scientifique en Amérique du sud

Lire p 7

Selon le Ministre Roberto Amaral, il faut développer la coopération scientifique en Amérique du Sud et améliorer la production scientifique au Brésil.

Le Brésil et la France veulent accroître la coopération scientifique et technologique

Lire p 7

La France et le Brésil devront intensifier leur coopération technologique, spécialement dans les secteurs prioritaires du gouvernement Lula : l'innovation ; le transfert de technologies ; la communication entre industries et laboratoires de recherche. Le Ministre espère ainsi améliorer la qualité des produits exportés.

Le Ministre veut attirer plus d'investissements privés

Lire p 8

Le Ministre de la Science et Technologie, Roberto Amaral, a commencé une série d'échanges avec des chefs d'entreprises afin de trouver des partenariats pour le développement scientifique et technologique. Roberto Amaral a rencontré récemment le président de la [Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo](#), Horácio Lafer Piva. Une des nécessités, a souligné le Ministre, est d'augmenter la participation des investisseurs privés dans le secteur de la Science et de la Technologie.

Sergio Rezende est le nouveau président de la FINEP

Lire p 8

Sergio Rezende, 63 ans, nouveau président de la [FINEP](#), est ingénieur formé en électronique et Phd en Master of Science par le [MIT](#) - Massachusetts Institute of Technology.

Sardenberg laisse, selon lui, un MCT fortifié

Source : [Notícias do MCT](#), du 2 janvier 2003.

Après 8 ans d'activité dans les gouvernements du président Fernando Henrique Cardoso, l'Ambassadeur [Ronaldo Sardenberg](#) a laissé le ministère de la Science et Technologie à son successeur, Roberto Amaral, avec la certitude du devoir accompli. « *J'ai l'honneur de lui passer la direction du ministère de la Science et Technologie, un ministère consolidé, qui sait mener ses programmes et ses activités, qui évolue, fonctionne et remplit intégralement le rôle que le gouvernement et la société attendent de lui* », a affirmé Ronaldo Sardenberg pendant la cérémonie de passation de pouvoirs dans l'auditorium du MCT.

Selon Ronaldo Sardenberg, le fil conducteur pour le renforcement de la fonction du MCT a été la reprise de la capacité de penser la Science et Technologie d'une manière stratégique, avec de plus amples horizons et critères d'objectivité et de qualité. Capacité qui, alliée à la disposition démocratique pour le dialogue, la formation de consensus et l'expansion de la politique d'innovation brésilienne, a consolidé la Science et Technologie dans l'agenda économique, social et politique du pays.

« *Le MCT exerce des fonctions d'Etat. Il se dédit à l'avancée de la connaissance, au programme économique, au bien-être de la population et à la construction d'un « futur » pour le pays. Il le fait avec la conviction que la recherche et l'innovation sont déterminantes pour le développement social et économique, la préservation de l'environnement et le propre exercice de la souveraineté nationale* », a ajouté Ronaldo Sardenberg.

D'après lui, avec la fin des initiatives répétitives et le début de l'ère de l'innovation, la Science et la Technologie se confirment comme des instruments d'importance maximale pour le développement et la solution des problèmes brésiliens.

Ronaldo Sardenberg a souhaité le succès du nouveau gouvernement et a rappelé, qu'à l'exemple du président Luiz Inácio Lula da Silva, qui a conquis son mandat sous la bannière de l'espérance, celle-ci est aussi la devise de la science et technologie : « *L'Espérance pour de nouveaux progrès dont bénéficient tous les brésiliens sans distinctions de caractère économique, social, ethnique ou régional* ».

Ronaldo Sardenberg a également profité de la cérémonie pour rendre hommage à l'ex-président Fernando Henrique Cardoso qu'il a estimé comme étant le principal orienteur de l'effort national en science et technologie.

Selon lui, pendant la gestion de FHC, des conquêtes ont été réalisées et consolidées, elles se traduisent par la bonne marche du système politique et de la société, dans l'expansion de ses demandes et la prise en compte de ses devoirs. « *La pratique généralisée des valeurs démocratiques et républicaines, des libertés publiques et des droits de l'homme ont été, finalement, une conquête stable pour notre pays* ».

Lire en entier le discours de l'Ambassadeur Ronaldo Sardenberg :

<http://www.mct.gov.br/ministro/conferencias/2002/transmissao.htm>

[Retour à la page 2](#)

Roberto Amaral estime que le Brésil doit investir dans la connaissance

Source : [Notícias do MCT](#), du 2 janvier 2003.

Selon le Ministre de la Science et de la Technologie, Roberto Amaral le grand défi que le nouveau gouvernement doit se lancer est de conquérir la société brésilienne et lui donner la conviction que « *le pays n'a pas d'autres alternatives au sous-développement que d'investir dans la connaissance : l'éducation, la culture et la Science et la Technologie* ».

« *Il n'y a pas de possibilité de nation souveraine sans autonomie scientifique et technologique. Et il n'y a pas de possibilité d'insertion équitable dans la société internationale sans souveraineté* », a affirmé le Ministre, ajoutant que la Science et la Technologie ont une fonction stratégique dans le développement des pays et de la société.

Selon Roberto Amaral, la politique nationale de la Science et de la Technologie doit être considérée comme une question d'Etat et dictée par le MCT en articulation avec le gouvernement fédéral, les Etats, la communauté scientifique, les entreprises et les travailleurs.

Le Ministre a fait remarquer que le MCT peut contribuer d'une façon décisive au combat contre la faim, annoncé comme prioritaire par le président Luiz Inácio Lula da Silva, principalement en rationalisant la production agricole et l'agro-industrie : « *Nous devons augmenter la production d'aliments, améliorer leur qualité et rendre efficace leur distribution* ».

D'après le Ministre, le MCT sera le compagnon du président Lula dans son action en faveur d'une croissance de l'économie brésilienne, de la création d'emplois et de la redistribution des revenus générés par le développement. Même sans établir de priorités, Roberto Amaral a indiqué que certaines actions de son ministère exigent une attention particulière comme le programme spatial, la technologie de l'information, les changements climatiques, l'utilisation rationnelle de la biodiversité et la recherche de sources alternatives d'énergie.

Roberto Amaral se dit honoré de succéder à l'ex-Ministre Ronaldo Sardenberg - « *qui a rendu digne la fonction et a ouvert des voies qui seront suivies* », et a souligné le mérite du MCT dans la création des Fonds Sectoriels comme mécanismes générateurs de nouvelles ressources et a informé qu'un nouveau Secrétariat, tourné vers le développement socio-environnemental, renforcera la structure du MCT.

Lire en entier aussi le discours d'investiture du Ministre :

« Notre défi est de faire adhérer la société brésilienne, notre peuple, à la conviction que ce pays ne connaîtra pas d'autres alternatives au sous-développement s'il n'investit pas dans la connaissance : l'éducation, la culture, la science et technologie ».

<http://www.mct.gov.br/ministro/conferencias/2003/transmissao.htm>

[Retour à la page 2](#)

Le Ministre prétend « nationaliser la science »

Entrevue avec la [Folha São Paulo](#), en janvier 2003.

Pour Roberto Amaral, il est nécessaire de décentraliser la production et les ressources de l'axe Rio - São Paulo.

Lire l'interview du Ministre sur le site du MCT (en portugais) :

http://www.mct.gov.br/ministro/entrevistas/folha_janeiro.htm

[Retour à la page 2](#)

Le Ministre juge le projet spatial brésilien prioritaire.

Source : [Notícias do MCT](#), du 16 janvier 2003.

Le Ministre de la Science et Technologie, Roberto Amaral, a déclaré dans une interview à la Voix du Brésil, que l'un des principaux objectifs de son ministère est de faire avancer le programme spatial. Selon le Ministre, le projet spatial est fondamental pour le développement technologique du pays.

R. Amaral a souligné qu'il était important de développer le [CLA](#) - Centro de Lançamento de Alcântara au Maranhão et a rappelé la nécessité de construire une fusée brésilienne pour l'envoi de satellites qui seront développés en partenariat avec la Chine ; et a réaffirmé qu'il faut renforcer l'industrie spatiale brésilienne qu'il considère importante pour le développement et les recettes du pays.

Intégralité de l'interview :

Voix du Brésil - Monsieur le Ministre, pendant votre prise de fonction, vous avez affirmé que Science et Technologie auront un rôle fondamental dans le nouveau gouvernement. Comment allez-vous travailler au ministère ?

R. Amaral - La Science et Technologie sont la base de tout. Sans elles, nous n'avons pas de souveraineté, pas de développement industriel, nous ne pouvons pas combattre la faim et les inégalités sociales. C'est donc, cette importance que le gouvernement du président Lula donne à la Science et Technologie, lui attribuant un rôle important dans le développement du pays et, notamment, dans l'intégration des régions. Il faut donc, de ce fait, nationaliser la Science et Technologie. Nous continuerons à avancer grâce aux centres d'excellence qui existent déjà dans le sud-est et grâce à leur développement dans tous les états de la fédération.

Voix du Brésil - Ministre, quels sont les principaux objectifs du ministère pour les 4 prochaines années ?

R. Amaral - L'un des objectifs est de progresser dans notre projet spatial, fondamental pour le développement technologique et industriel du pays, et dans l'implantation de la base de lancement d'Alcântara. Nous avançons déjà dans la construction de notre fusée et, en coopération avec la Chine, dans la production de nos propres satellites. Nous devons aller plus loin créant et renforçant l'industrie spatiale brésilienne qui est d'une extrême importance pour notre développement, la richesse et les recettes du pays. C'est une décision du président de la république de doubler, avant la fin de son mandat, les ressources destinées à la science et la technologie qui passeront de 1 % du PIB à 2% au moins, ce qui nous permettra de consolider la [FINEP](#) et la politique des bourses d'études.

Voix du Brésil - Comment va fonctionner la politique des bourses d'études ?

R. Amaral - Nous allons augmenter le nombre d'attributions de bourses, revoir et améliorer leurs valeurs. Il y a 7 ans qu'elles n'ont pas été révisées, ni réajustées. Par cette politique nous allons encourager la formation des chercheurs en maîtrises et doctorats, principalement des doctorats au Brésil, décentralisant les études approfondies sur tout le territoire national, profitant de la capacité installée et investissant dans l'enseignement secondaire, ce qui, je crois, est une tâche innovatrice.

Voix du Brésil - Comment sera fait cet investissement ?

R. Amaral - Nous développons un projet qui vise, à la fin des 4 ans de la présidence de Lula, à doter toutes les écoles de l'enseignement secondaire de kits de laboratoires et d'enseignement de sciences, biologie, physique, chimie, mathématiques et informatique.

Voix du Brésil - Comment le ministère va-t-il viabiliser la construction de ces laboratoires ?

R. Amaral - Nous signerons des conventions avec les Etats qui adhéreront et leurs fournirons ces kits. L'université brésilienne étudiera le type de laboratoire à implanter et les Etats s'engageront à former les professeurs. Nous cherchons l'appui des institutions telles que [l'UNESCO](#) et la [Banque Interaméricaine de Développement](#).

[Retour à la page 2](#)

Roberto Amaral présente aux recteurs les propositions du MCT

Source : [Notícias do MCT](#), du 20 janvier 2003.

Le Ministre de la Science et Technologie, s'est réuni avec les représentants du [CRUB](#) - Conselho dos Reitores de Universidades Brasileiras pour présenter les directives et les plans du ministère de la Science et Technologie pour l'enseignement supérieur. Les recteurs de plusieurs universités publiques, privées et religieuses de tout le pays ont approuvé le discours de Roberto Amaral.

L'un des objectifs du Ministre est une plus grande diffusion dans la société de la connaissance scientifique produite dans les universités. « *La population doit être consciente de l'importance de la Science et de la Technologie pour garantir une bonne qualité de vie* », affirma-t-il.

Roberto Amaral a mis l'accent sur l'importance d'un dialogue entre le ministère et les universités, y compris dans la divulgation des travaux développés dans les académies. Le Ministre prétend stimuler la participation des investisseurs privées dans le développement technologique et le financement des recherches et des universités privées.

Selon les données de l'Organisation des Nations Unies, le Brésil occupe la 43^{ème} place des pays détenteurs de technologies, alors qu'il occupe la 17^{ème} en terme de développement scientifique. « *Le développement technologique n'arrive pas à suivre le*

développement scientifique », considère le Ministre qui prétend adopter une politique visant à diminuer l'importation des biens et services technologiques et à stimuler la production nationale technologique grâce à la force de la recherche et de la production industrielle.

[Retour à la page 2](#)

Le MCT veut renforcer la production scientifique en Amérique du sud

Source : [Notícias do MCT](#), du 20 janvier 2003.

Selon le Ministre Roberto Amaral, il faut développer la coopération scientifique en Amérique du Sud et améliorer la production scientifique au Brésil.

« *Ce n'est pas une question d'hégémonie* », justifie-t-il, « *mais nous avons besoin de développer la Science et la Technologie dans d'autre pays* », a-t-il complété. Aujourd'hui, seuls le Brésil et l'Argentine ont des investissements considérables dans ce domaine. « *Nous voulons une articulation encore plus grande* », a-t-il affirmé.

Le Brésil et l'Argentine possèdent déjà un comité de gestion permanent pour le développement des projets en science et technologie. La participation brésilienne doit être revigorée.

« *Tous nos compagnons d'Amérique du Sud sont plus pauvres, mais nous sommes capables, grâce à des intérêts mutuels, d'arriver à de meilleurs résultats* », pense le Ministre.

Les considérations ont été faites pendant la réunion des représentants du [CRUB](#). Au cours de cette rencontre R. Amaral a montré la volonté du Brésil d'aider des pays africains qui affrontent des difficultés pour assainir les "dettes historiques". L'aide, selon lui, pourrait venir d'une assistance en médicaments, par exemple.

[Retour à la page 2](#)

Le Brésil et la France peuvent accroître la coopération Scientifique et Technologique

Source : [Notícias do MCT](#), du 21 janvier 2003.

La France et le Brésil devront intensifier leur coopération technologique, spécialement dans les secteurs prioritaires du gouvernement Lula : l'innovation ; le transfert de technologies ; et la communication entre industries et chercheurs. Le Ministre espère ainsi améliorer la qualité des produits exportés.

Le Ministre de la Science et Technologie, Roberto Amaral, a informé, après une réunion avec l'ambassadeur de France, Alain Rouquie, que les deux pays vont intensifier leur coopération. « *Nous voulons étendre cette coopération à d'autres domaines, non seulement à la recherche, mais aussi à la formation. Nous voulons que davantage de chercheurs brésiliens puissent faire leurs maîtrises ou doctorats en France et ouvrir plus de voies d'échanges avec la venue d'étudiants-professeurs français au Brésil* », a déclaré le Ministre.

Par ailleurs, Roberto Amaral a ajouté que le Brésil avait d'autres centres d'intérêts, tels qu'une plus vaste coopération dans les domaines de la recherche génétique, de la biodiversité, de la protection de l'environnement, des nanotechnologies ainsi que dans tous les autres secteurs où les français sont prêts à faire des transferts de technologies.

« *Ce fut notre premier contact, une visite de courtoisie, pendant laquelle nous avons pu échanger des idées sur les projets et voir ce que nous pouvons faire pour resserrer nos relations* », a précisé l'ambassadeur. Selon lui, la coopération entre la France et le Brésil est très ancienne et couvre divers secteurs. « *Mais certains de ces nouveaux secteurs sont prioritaires pour le gouvernement Lula, tels que l'innovation, les transferts de technologies, la coopération entre la recherche et l'industrie et la protection du milieu ambiant. J'estime que se sont des programmes qui peuvent être prioritaires* », a-t-il affirmé.

Le Ministre a souligné que le Brésil possède déjà des accords de coopération dans les secteurs de l'énergie nucléaire et électrique, l'aérospatial, ainsi que dans le domaine médical avec la [Far-Manguinhos](#), l'[institut Butanta](#), la [Fiocruz](#) du Brésil et l'[institut Pasteur](#) en France. « *La coopération est très vaste et nous commençons, aujourd'hui, les discussions sur la coopération dans le secteur éducatif*

avec l'équipement des écoles publiques brésiliennes du secondaire selon un programme que nous développerons en liaison étroite avec le Ministère de l'Éducation », a déclaré le Ministre.

[Retour à la page 2](#)

Le Ministre veut attirer plus d'investissements privés

Source : [Notícias do MCT](#), du 23 janvier 2003.

Le Ministre de la Science et Technologie, Roberto Amaral, a commencé une série d'échanges avec des chefs d'entreprises afin de trouver des partenariats pour le développement Scientifique et Technologique. Roberto Amaral a récemment rencontré le président de la [FIESP](#) - Federação das Indústrias do Estado de São Paulo, Horácio Lafer Piva. Une des nécessités, a souligné le Ministre, est d'augmenter la participation d'investissements privés dans le secteur de la science et technologie.

Selon le Ministre, alors qu'au Etats Unis, les apports privés en science et technologie représentent 86% des investissements, au Brésil, ces investissements ne représentent que 26%. D'après lui, dans les pays riches, les innovations technologiques résultent de la participation des entreprises, alors qu'au Brésil, nous dépendons des universités. « *Nous devons le corriger* », a admis le Ministre.

Il a ajouté, entre autre, que des ententes entre la [CNI](#) - Confederação Nacional da Indústria et d'autres fédérations du secteur, s'établiront dans l'idée de créer un groupe de gestion, avec la participation du patronat, pour étudier les programmes d'actions communes entre le MCT et le secteur industriel. Avant de créer ce groupe d'étude, le ministère attendra de recevoir les propositions des représentants des industries.

L'importance d'une politique de substitution des importations a également été abordée. « *Nous allons étudier comment l'industrie brésilienne peut y contribuer. En association avec le patronat, nous pouvons localiser les domaines où il y a une plus grande dépendance et où nous pouvons développer notre propre technologie* », a déclaré le Ministre.

La coopération avec l'industrie devra également être intensifiée pour que le Brésil augmente la valeur ajoutée de ses exportations. « *Nous sommes en retard dans le secteur agricole parce que nous exportons plus de grains que n'importe quel autre produit* », a affirmé Roberto Amaral.

La réduction des difficultés pour le dépôt des marques et brevets a également été débattue.

[Retour à la page 2](#)

Sergio Rezende est le nouveau président de la FINEP

Source : [Notícias do MCT](#), du 11 janvier 2003.

Sergio Rezende, 63 ans, ingénieur formé en électronique et Phd en Master of Science du [MIT](#) - Massachusetts Institute of Technology, est le nouveau président de la [FINEP](#).

En 1967, S. Rezende entre comme Professeur Associé de Physique à la [PUC - RJ](#), fonction qu'il a quitté en 1971 pour devenir Professeur Titulaire de l'[UNICAMP](#). En 1972 il rejoint le Département de Physique à l'[UFPE](#) - Université Fédérale du Pernambuco, devenu une référence nationale en sciences exactes pour son excellence académique et scientifique.

En 1977, il est élu membre titulaire de l'Académie des Sciences. Entre 70 et 80, il a été à trois reprises membre du Conseil Universitaire de l'[UFPE](#), deux fois Professeur invité de l'Université de Californie Santa Barbara (1975-1976 et 1982-1984) et intégrait divers comités et conseils de sociétés scientifiques ([SBF](#), [SBPC](#) e [APS](#)) et d'agences fédérales tels que le [CNPq](#), le [CAPES](#) et le Ministère de la Science et Technologie.

Pendant la période 1984-1988, il fut directeur du Centre de Sciences Exactes et Naturelles de l'[UFPE](#), contribuant à son expansion et à la consolidation académique des Départements d'Informatique et de Chimie Fondamentale.

Décoré de l'Ordre du Mérite Scientifique en 2001, Rezende a été élu en 2002, vice-président de l'[IUPAP](#) - International Union for Pure and Applied Physics, entité qui réunit les associations nationales de physique de 50 pays.

En 1989, il participe à la création de la **FACEPE** - Fundação de Amparo à Ciências e Tecnologia de Pernambuco, la première FAP du nord-est. Il est le premier directeur scientifique de la FACEPE entre 1990 et 1993, et principal responsable de son implantation ; Secrétaire d'Etat de Science & Technologie et Environnement pendant le troisième gouvernement Arraes et, entre janvier 2001 et janvier 2003, secrétaire du Patrimoine, de la Science et de la Culture de la mairie d'Olinda.

[Retour à la page 2](#)

Ministre : Roberto Amaral

Source : [Agência Brasil](#), le 13 février 2003.

Roberto Átila Amaral Vieira, né en décembre 1940 à Fortaleza, est journaliste, Professeur d'université et l'un des membres les plus respectés du **PSB** - Partido Socialista Brasileiro. Avant d'être invité à assumer la fonction de Ministre, Roberto Átila Amaral Vieira était deuxième vice-président du PSB.

Diplômé en Sciences Juridiques et Sociales de la faculté de Droit de l'**UFC** - Universidade Federal de Ceará en 1964, il s'est formé l'année suivante à la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres du Ceará. Roberto Amaral a commencé sa carrière politique comme leader étudiant pendant ses études secondaires.

De 1961 à 62 il a été le vice-président de l'**UNE** - União Nacional dos Estudantes. Après le coup d'état militaire de 1964, Amaral a milité dans les organisations de gauche **PCB** et **PCBR**. Au retour de la démocratie, il a été l'un des réorganiseurs du PSB. En 1985, il en a été son premier secrétaire général et a cumulé le poste de second vice-président avec celui de coordonnateur des relations internationales du PSB.

Depuis 1988, Roberto Amaral coordonne la création de programmes du gouvernement du parti et, durant les dernières élections présidentielles, il a été l'un des auteurs du plan de gouvernement du candidat Anthony Garotinho. Il est devenu un proche du président élu Luiz Inácio Lula da Silva lors des campagnes présidentielles de 1989, 1994, 1998 et, au second tour de 2002, lorsqu'il a représenté le PSB dans la coalition avec le **PT** - Partido dos Trabalhadores.

Roberto Amaral est également auteur de divers ouvrages, tant dans le domaine juridique que dans celui de la communication. Il a été Professeur adjoint de Système de Communication Sociale et Communication et Politique à la **PUC-Rio** - Pontificada Universidade Católica do Rio de Janeiro, et titulaire des Techniques du Journalisme de la Faculdade de Comunicação e Turismo Hélio Alonso.

Amaral est également membre de diverses organisations internationales, telles que l'**ISA** - International Sociological Association, l'**IPSA** - International Political Science Association et l'International Association of Judicial Methodology, en dehors d'être un membre actif de la section Rio de Janeiro de l'**OAB** - Ordem dos Advogados do Brasil.

[Retour à la page 2](#)

Le ministère

Responsable de la formulation et de l'exécution de la Politique Nationale de la Science et Technologie, le ministère de la Science et Technologie a été créé le 15 mars 1985 par le Décret n° 91.146 en tant qu'organe central du système fédéral de Science et Technologie ; ses actions sont inscrites dans les dispositions du Chapitre IV de la Constitution Fédérale de 1988.

Sa création reflète non seulement l'importance politique de ce domaine, mais elle répond à une longue attente de la part de la communauté scientifique et technologique nationale. Ses compétences englobent : le patrimoine scientifique et technologique ainsi que son développement ; la politique de coopération et d'échanges concernant ce patrimoine ; la définition de la Politique Nationale de Science et Technologie ; la coordination des politiques sectorielles ; la politique nationale de recherche, développement, production et application de nouveaux matériaux et services de haute technologie.

[Retour à la page 2](#)

Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento (MAPA)

Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Approvisionnement : **Roberto Rodrigues**

<http://www.agricultura.gov.br>

Le Ministre :

Roberto Rodrigues est né le 12 août 1942. Il est Ingénieur agronome spécialisé en administration rurale formé à l'École Supérieure de l'Agriculture de l'USP en 1965.

R. Rodrigues est professeur du Département d'Economie Rurale de l'UNESP et a été président de l'Organisation Internationale des Coopératives Agricoles de São Paulo et membre de la CONCITE - Conselho Estadual de Ciências e Tecnologia, de 1993 à 1994. Il a dirigé le Secrétariat d'Agriculture et d'Approvisionnement de l'Etat de São Paulo.

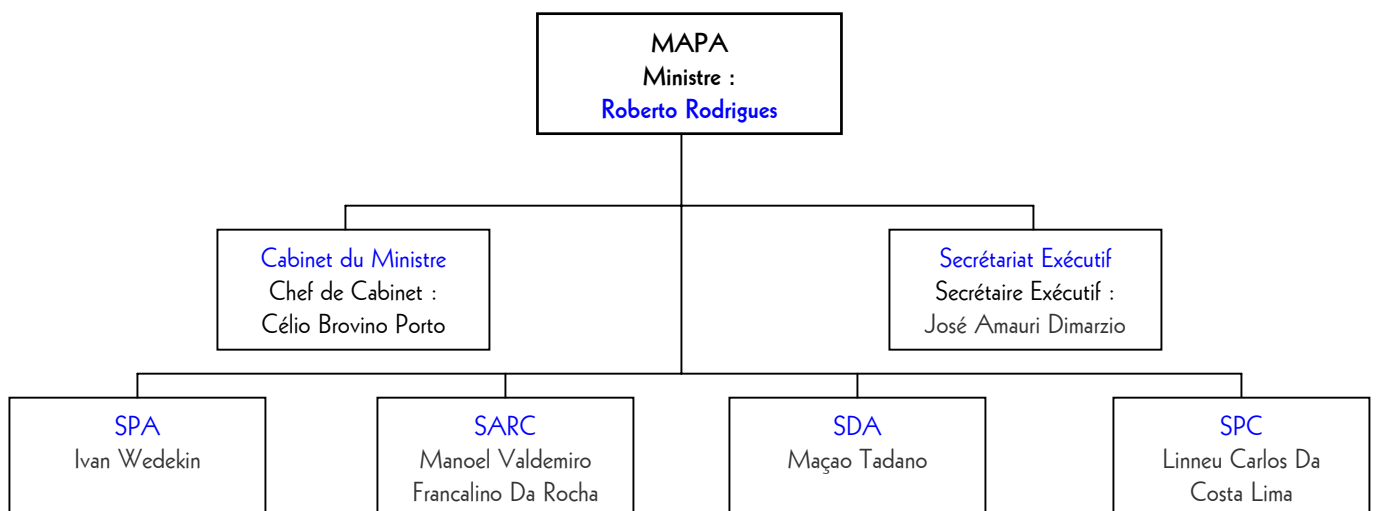
Roberto Rodrigues est docteur Honoris Causa de l'UNESP et Professeur honoraire de l'Université de Belgorod (Russie). Il a reçu la médaille du Mérite Scientifique et Technologique du gouvernement de l'Etat de São Paulo (2001) et l'insigne de Commandeur de l'Ordre National du Mérite Scientifique du gouvernement fédéral (2002).

Lire son CV - p 15

Le Ministère :

Formuler et viabiliser l'implantation des Politiques agricoles, intégrant les aspects technologiques, sociaux et économiques, favorisant l'équilibre de la chaîne agro-productive, stimulant l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies, de manière à assurer qualité et compétitivité aux produits brésiliens.

Organigramme du ministère



Voir aussi la structure complète du Ministère :

<http://masrv60.agricultura.gov.br/html/estrutura.asp>

[Retour au Sommaire](#)

Roberto Rodrigues prend ses fonctions au cours d'une cérémonie très concourue

Lire p 12

Dans son discours de 11 pages, R. Rodrigues a précisé les actions qu'il veut mener pour améliorer l'« agrobusiness ». Il souhaite développer les politiques publiques qui permettront de garantir un revenu minimum aux producteurs ruraux et espère stimuler le secteur privé pour qu'il s'organise et partage, avec les institutions publiques, les responsabilités que le marché global exige.

Roberto Rodrigues participe à Tokyo à une réunion préparatoire d'une nouvelle table ronde de l'OMC

Lire p 12

Roberto Rodrigues, a participé, à Tokyo, à la réunion ministérielle chargée de réviser les négociations commencées lors la Conférence Ministérielle de l'OMC à Doha en novembre 2001.

Roberto Rodrigues veut mettre en place un revenu minimum rural

Lire p 13

Pendant la réunion, le Ministre a réaffirmé qu'il était fondamental de travailler en partenariat avec le secteur privé durant toutes les phases de production et de commercialisation et a demandé au Consagro de mettre en place des mécanismes, directives et stratégies compétitives pour l'« agrobusiness » brésilien, avec la participation des principaux leaders du secteur.

Le Ministre Rodrigues insiste sur l'augmentation des quotas d'exportation de la viande bovine en Europe

Lire p 13

« Notre priorité est que les viandes en général, le sucre, les fruits, le tabac et autres produits manufacturés comme le café et les légumes, puissent accéder plus largement aux marchés de l'Union », a précisé le Ministre.

Roberto Rodrigues met en place le programme «Fome Zero»

Lire p 14

Le programme aura trois directives. La première consistera à répondre à l'urgence, en cherchant à offrir des aliments pour l'approvisionnement des populations les plus démunies; la deuxième visera à structurer les programmes permanents et systémiques d'actions contre la faim; la troisième présentera des propositions et des projets susceptibles d'enrichir le Programme et permettant, ainsi, de faire évoluer ce Programme. « Ce sont les actions les plus visibles et immédiates que le Ministère de l'Agriculture mènera conjointement avec le Programme « Fome Zero » », a expliqué le Ministre.

Le gouvernement doit amplifier les Crédits Agricoles

Lire p 14

Le gouvernement fédéral prétend augmenter les ressources destinées au Crédits pour faciliter l'accès des petits et moyens producteurs aux financements agricoles. Selon R. Rodrigues, le président Luiz Inácio Lula da Silva a déjà demandé une étude pour le développement de ces Crédits.

Roberto Rodrigues prend ses fonctions au cours d'une cérémonie très concourue

Source : [Notícias do MAPA](#), 2 janvier 2003.

Le nouveau Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement, Roberto Rodrigues, a pris ses fonctions le 2 janvier 2003 lors d'une cérémonie d'investiture des plus mouvementées jamais réalisées au Ministère. Plus de mille personnes, Ministres, parlementaires et leaders des secteurs ruraux et des coopératives, ont participé à la cérémonie. Dans son discours, R. Rodrigues a annoncé le principal objectif de sa gestion : « *Le président Lula a défini clairement ses secteurs prioritaires parmi lesquelles on trouve l'élevage qui a un rôle prépondérant notamment pour répondre au programme « Fome Zero » (Faim Zéro) dont la production rurale est le fer de lance.* »

Le nouveau Ministre de l'agriculture a déclaré que le Programme « Fome Zéro » servira à développer l'« agrobusiness » brésilien. « *Nous allons produire plus de nourriture, ce qui demandera plus de technologie, plus d'engrais, plus de machines, plus de pesticides, plus de semences, le développement de la génétique animale, plus de camions et d'entrepôts et une meilleure distribution.* » Selon R. Rodrigues, le programme va permettre de créer des milliers d'emplois dans le pays, garantissant une source de revenu aux producteurs et particulièrement aux petits producteurs. « *Approvisionner le Brésil [en produits agricoles nationaux] est donc une tâche que nous accomplirons.* »

R. Rodrigues veut intensifier les efforts pour élargir les marchés de l'« agrobusiness » brésilien. « *Le président Lula a, entre autres, souhaiter l'expansion de l'activité agricole pour produire plus d'excédents exportables qui permettront d'améliorer notre commerce extérieur.* » D'après le nouveau Ministre, le président Lula a demandé que soit donnée une attention particulière au coopératisme. « *Cette formidable doctrine est le bras de l'organisation économique de la société que nous préconisons depuis des décennies.* »

Dans son discours de 11 pages, R. Rodrigues a précisé les actions qu'il veut mener pour améliorer l'« agrobusiness ». Il souhaite le développement de politiques publiques qui permettront de garantir un revenu minimum aux producteurs ruraux espère stimuler le secteur privé pour qu'il s'organise et partage, avec les institutions publiques, les responsabilités que le marché global exige. « *Nous serons fermes dans la négociation internationale lors des forums multilatéraux et bilatéraux et défendrons l'accès de notre agriculture aux marchés contre le protectionnisme des pays riches qui détruisent nos emplois.* »

Pour atteindre ces trois objectifs, R. Rodrigues a promis d'intensifier le rapprochement entre le ministère et les producteurs ruraux, utilisant les agences agricoles fédérales et augmentant les canaux de communication interne et externe via Internet, et de créer un « Organe d'Ecoute de l'Agriculture ». Le nouveau Ministre encouragera les investissements pour la promotion commerciale des produits issus de l'élevage brésilien et dans les programmes de contrôle sanitaire et stimulera la recherche et la production pour la recomposition des stocks publics.

Le nouveau Ministre a souligné qu'il défendra les systèmes d'assurance rurale et encouragera pour les produits agricoles les mécanismes d'agrégation de valeur.

[Retour à la page 11](#)

Roberto Rodrigues participe à Tokyo à une réunion préparatoire d'une nouvelle table ronde de l'OMC

Source : [Notícias do MAPA](#), du 11 février 2003.

Roberto Rodrigues, a participé, à Tokyo, à la réunion ministérielle chargée de réviser les négociations commencées lors la Conférence Ministérielle de l'OMC à Doha en novembre 2001. « *C'est une réunion préparatoire pour la grande réunion ministérielle qui se tiendra à Cancun, au Mexique, au mois de septembre* », a précisé le Ministre.

Parallèlement à la réunion de Tokyo à laquelle participaient 25 représentants des 145 pays de l'OMC, R. Rodrigues a rencontré le Ministre du Commerce Extérieur australien, Marke Vaile et le Ministre de l'Agriculture du Canada, Lyle Vanclief, afin de discuter du rapprochement du Brésil avec le Groupe de Cairns, formé par les principaux pays producteurs agricoles du monde. Des négociations avec le Ministre de l'Agriculture du Japon, Tamadori Oshima, sur l'accroissement du commerce bilatéral ont également eu lieu.

R. Rodrigues a souligné l'importance d'inscrire dans les négociations la question de «l'agriculture». En effet, « *si l'agriculture ne fait pas partie des négociations, il n'y aura pas de discussion ni à l'OMC ni à l'ALCA (Zone du Libre Commerce des Amériques) ni lors des négociations entre le Mercosur et l'Union Européenne.* » Il a réaffirmé que le déclin du protectionnisme des pays riches vis à vis des pays en développement est l'unique solution pour le maintien de la démocratie et de la paix dans le monde. « *Le protectionnisme augmente la fracture entre les pays riches et les pays pauvres, amenant l'exclusion sociale, grande menace pour la démocratie et la paix.*».

Le Ministre a également rencontré le Directeur Général de l'OMC, le thaïlandais Supachai Panitchpakdi, pour mettre en place, avant la réunion de septembre au Mexique, une évaluation générale des derniers accords signé à Genève.

[Retour à la page 11](#)

Roberto Rodrigues veut mettre en place un revenu minimum rural

Source : [Notícias do MAPA](#), du 4 février 2003.

Roberto Rodrigues, a demandé à l'IICA - Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture Instituto de mener une étude sur le profil de l'agriculteur brésilien, incluant ses particularités régionales et les surfaces cultivées, pour lui permettre de structurer le Programme de Revenu Minimum Rural. L'annonce a été faite pendant une réunion avec la direction de l'OCB - Organização das Cooperativas Brasileiras et les présidents des OEC - Organizações Estaduais de Cooperativas.

Lors de cette rencontre Roberto Rodrigues a présenté José Roberto Ricken, le nouveau directeur du Denacoop - Departamento de Cooperativismo e Associativismo Rural du Ministère de l'Agriculture. Ricken assume la direction avec la mission de revitaliser le secteur coopératif. « *Le coopératisme est le principal instrument de démocratisation de la petite production rurale.* »

Pendant la réunion, le Ministre a réaffirmé qu'il était fondamental de travailler en partenariat avec le secteur privé durant toutes les phases de production et de commercialisation et a demandé au Consagro de mettre en place des mécanismes, directives et stratégies compétitives pour l'« agrobusiness » brésilien, avec la participation des principaux leaders du secteur.

Roberto Rodrigues a également présenté la stratégie du gouvernement visant à accroître la participation brésilienne dans le commerce extérieur. Selon Rodrigues, le Brésil maintiendra une position ferme dans les négociations, privilégiant les accords bilatéraux. « *Les subsides et autres mécanismes protectionnistes européens et américains existent, pour cette raison nous devons nous ouvrir de nouveaux accès aux marchés alternatifs avec, par exemple, l'Afrique du Sud et la Chine* », a affirmé le Ministre.

[Retour à la page 11](#)

Le Ministre Rodrigues insiste sur l'augmentation des quotas d'exportation de la viande bovine en Europe

Source : [Notícias do MAPA](#), du 31 janvier 2003.

Roberto Rodrigues, a ratifié le 31 janvier 2003, lors d'une rencontre avec Pascal Lamy, une demande d'accord du Brésil qui avait pour but d'élever le quota Hilton, permettant d'augmenter de 5 à 20 mille tonnes par an le volume de viande bovine sans os exporté vers l'UE. Il a également été décidé que le Brésil présentera ses priorités lors des négociations agricoles bilatérales avec l'UE, afin que les deux parties puissent établir un accord commercial.

« *Notre priorité est que les viandes en général, le sucre, les fruits, le tabac et autres produits manufacturés comme le café et les légumes, puissent accéder plus largement aux marchés de l'Union* », a précisé le Ministre.

Pendant l'audience, R. Rodrigues a expliqué à P. Lamy que la proposition de l'UE concernant les accords avec le Brésil et le Mercosur était trop restrictive et qu'« elle doit être améliorée ».

Le Ministre de l'Agriculture a affirmé, d'autre part, que le Brésil veut acheminer les négociations vers la réduction des « subsides » agricoles et des aides internes conformément aux normes prévues dans la « formule suisse », à l'intérieur de laquelle se trouve la « boîte verte » qui autorise un ensemble de mesures et d'aides internes à partir du moment où elles ne provoquent pas de distorsions du marché.

R. Rodrigues a réaffirmé à P. Lamy que la politique des nations riches mettant des barrières au commerce agricole fini par favoriser, dans les pays pauvres, l'exclusion sociale. Pour le Ministre, la paupérisation est une menace pour les deux plus importants biens de l'humanité : la démocratie et la paix.

[Retour à la page 11](#)

Roberto Rodrigues met en place le programme «Fome Zero»

Source : [Notícias do MAPA](#), du 30 janvier 2003.

Roberto Rodrigues a annoncé la création du Consagro - Conselho Nacional do Agronegócio composé de treize organes du gouvernement et treize organisations de la société civile. L'objectif de cette nouvelle structure consiste en l'élaboration d'une politique agricole spécifique pour le Programme « Fome Zero ». Les normes et les règles établies par le Consagro seront soumises au [CONSEA](#) - Conselho de Segurança Alimentar, ainsi relié au Programme « Fome Zero ».

Le Ministère de l'Agriculture participera au programme, lancé par le président Luiz Anácio Lula da Silva, en identifiant des zones cultivables proches des centres les plus démunis et en établissant une réglementation pour leur transformation en surfaces cultivées. Pour garantir les produits destinés au Programme « Fome Zero », il sera nécessaire d'augmenter de 3 millions d'hectares la surface cultivable dans le pays.

Le Ministre a précisé que ces 3 millions d'hectares supplémentaires impliquent une forte adhésion de toutes les chaînes productives de l'« agrobusiness », induisant une plus grande production de semences, de fertilisants, de pesticides et de matériel. « *Cela signifie la création de milliers d'emplois, l'accroissement de la masse salariale, préférentiellement dans les zones confrontées à une plus grande pauvreté* ».

Le programme comptera trois directives. La première consistera à répondre à l'urgence, en cherchant à offrir des aliments pour l'approvisionnement des populations les plus démunies; la deuxième visera à structurer les programmes permanents et systématiques d'actions contre la faim; la troisième présentera des propositions et des projets susceptibles d'enrichir le Programme et permettant, ainsi, de faire évoluer ce Programme. « *Ce sont les actions les plus visibles et immédiates que le Ministère de l'agriculture mènera conjointement avec le Programme « Fome Zero »* », a expliqué le Ministre.

Il a souligné que le ministère mettra à la disposition du Programme, un certain nombre de ses institutions, comme la [CONAB](#), chargée, dans le cadre gouvernemental, des achats, des ventes et de l'approvisionnement en produits agricoles et l'Embrapa qui, en tant qu'organe de recherche, développera des projets et des programmes tournés vers l'agriculture familiale.

[Retour à la page 11](#)

Le gouvernement doit amplifier les crédits agricoles

Source : [Notícias do MAPA](#), du 6 janvier 2003.

Le gouvernement fédéral désire augmenter les ressources destinées aux crédits pour faciliter l'accès des petits et moyens producteurs aux financements agricoles. Selon R. Rodrigues, le président Luiz Inácio Lula da Silva a déjà demandé une étude pour le développement de ces crédits.

Lors d'une entrevue avec le président de l'[OCB](#) - Organização das Cooperativas Brasileiras, Márcio Lopes Freitas, R. Rodrigues a annoncé que les ressources qui permettront d'accroître le volume des financements ruraux des banques coopératives, pourraient provenir de deux sources : la [BNDES](#) - Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social et les Institutions internationales de crédit.

Le président de l'OCB a souligné que l'entité développe déjà, en partenariat avec le [FAO](#) - Food and Agriculture Organization of the United Nations, le programme « Coopérativismo Contra a Fome ». Basé sur cette expérience, l'OCB souhaite une plus ample participation dans le programme « Fome Zero » ; « *Nous le ferons tourner* », a déclaré Freitas, ajoutant que le coopératisme était un programme prioritaire du gouvernement Lula qui ne fait que remplir son rôle : celui de contribuer à la santé de la communauté.

Ministre : Roberto Rodrigues

Source : [Agência Brasil](#), le 12 février 2003.

Roberto Rodrigues, né à Cordeirópolis (SP) le 12 août 1942, est ingénieur agronome spécialisé en administration rurale formé à l'École Supérieure de l'Agriculture de l'USP, en 1965.

R. Rodrigues est professeur du Département d'Economie Rurale de l'UNESP de Jaboticabal, dans l'intérieur de l'Etat de São Paulo, et participe à des conseils du CIEE - Centro de Integração Empresa Escola, à l'Association Commerciale de São Paulo ainsi qu'à l'IAPAR - Instituto Agronômico do Paraná. Il est membre des Conseils de la FEALQ - Fundação de Estudos Agrários Luiz de Queiroz, de la FGV - Escola de Administração de Empresas de São Paulo et de la Fundação Bunge. Il est également président de l'ABAG - Associação Brasileira de Agrobusiness, membre du Comitê Empresarial do Comércio Exterior do Itamaraty et participe à divers conseils liés à l'« agrobusiness » au Brésil, comme le Conselho Nacional do Agronegócio do Ministério da Agricultura.

Roberto Rodrigues a été président de l'Organização Internacional de Cooperativas Agrícolas de São Paulo et membre de la CONCITE. De 1993 à 1994, à la fin du mandat du gouverneur Luiz Antônio Fleury Filho, il a dirigé le Secrétariat d'Agriculture et d'Approvisionnement de l'Etat de São Paulo.

Rodrigues a aussi été l'assesseur de plusieurs organismes tels que l'Embrapa, le IAMA - International Food and Agribusiness Management Association, le WWF - World Wide Fund for Nature, du Programme de Estudos dos Negócios do Sistema Agroindustrial de l'USP et de l'IEDI - Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial. Il a publié des centaines de travaux sur l'agriculture, le coopératisme, l'économie rurale ; il est l'auteur de trois livres.

Roberto Rodrigues est docteur Honoris Causa de l'UNESP et professeur honoraire de l'Université de Belgorod (Russie). Il a reçu la médaille du Mérite Scientifique et Technologique du gouvernement de l'Etat de São Paulo (2001) et l'insigne de Commandeur de l'Ordre National du Mérite Scientifique du gouvernement fédéral (2002).

Dans le domaine de l'agriculture, il exerce la fonction d'entrepreneur rural dans les états de São Paulo et du Maranhão. Il a été président de la Sociedade Rural Brasileira, vice-président de la SNA - Sociedade Nacional de Agricultura et membre de conseils d'entités comme l'Associação Brasileira de Criadores, la FBDS - Fundação Brasileira para o Desenvolvimento Sustentável, l'AMBS - Associação Brasileira de Milho e Sorgo. Il a déjà représenté le domaine agricole dans d'importants conseils nationaux.

Il a été secrétaire de l'Agriculture et de l'Approvisionnement de l'Etat de São Paulo et a coordonné le secteur privé au Forum National de l'Agriculture. Il est membre du Forum des Leaders Nationaux et du Forum des Leaders du Mercosur de la Gazeta Mercantil.

R. Rodrigues est vice-président du CEAL - Conselho de Empresários da América Latina. Comme agriculteur, il a reçu de nombreux prix dans les domaines environnementaux, sociaux, de conservation du sol et de productivité. Il est directeur de la CERES - Consultoria S/C Ltda et conseiller de la Prospectiva Consultoria de Assuntos Internacionais, cabinet de conseil du secteur de l'« agrobusiness ».

Il a été président de l'International Co-operative Alliance organe centenaire qui, au travers de 250 organisations nationales de coopératives adhérentes, représentant une centaine de pays, regroupe 800 millions de personnes dans le monde. Pendant deux mandats (1985-1991), Rodrigues a été président de l'Organisation des Coopératives Brésiliennes, vice-président de l'OCA et président de l'Organisation internationale de coopératives Agricoles et du Conseil Continental pour les Amériques de l'ACI.

Il a présidé le Comité pour le Progrès et l'Avance des Coopératives, organisme international composé des Nations Unis, des Fédérations Internationales de Produits Agricoles et l'Organisation Mondiale des Coopératives de Crédit.

Rodrigues est décoré Grand Officier de l'Ordre de Rio Branco et Chevalier du Mérite Agricole du gouvernement français. Pour son travail en faveur de la démocratie et la paix dans le monde, il a reçu la médaille « Albin Johansson » du coopératisme suédois.

Il a été l'Ingénieur Agronome de l'Année en 1987 à São Paulo et a reçu, pour son activité professionnelle, les médailles du Confaeab, du Confea et du Crea. Pendant 16 ans il a été élu leader des Chefs d'Entreprises Agricoles par le journal Gazeta Mercantil et a déjà été parrain de promotions d'agronomie, de zootechnie, vétérinaire et d'ingénierie rurale plusieurs dizaines de fois dans d'innombrables facultés du pays.

[Retour à la page 11](#)

Ministério do Desenvolvimento Agrário (MDA)

Ministre du Développement Agricole: **Miguel Rossetto**

<http://www.mda.gov.br>

Le Ministre :

Né à São Leopoldo (RS), 42 ans, marié, Miguel Soldatelli Rossetto étudie les sciences sociales. C'est un technicien en mécanique qui s'est affilié au Syndicat des Métallurgistes de São Leopoldo à l'âge de 20 ans.

En 1982 il échoue à la députation de l'Etat du Rio Grande do Sul et s'engage dans le secteur Pétrochimique en 1984, dans lequel il est élu, deux fois en 1986 et 1992, président du Syndicat des Travailleurs des Industries du Pôle Pétrochimique du Rio Grande do Sul. Entre 1992 et 1994, il est membre du secrétariat exécutif de l'Etat et Secrétaire National de la Politique Syndicale de la CUT - Central Única dos Trabalhadores.

Il est élu député fédéral en 1996, avec 25.455 voix, fonction qu'il quittera en milieu du mandat, pour avoir été élu en 1998 vice-gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul. Faisant équipe, dans la même fonction, avec Tarso Genro, il n'a pas été réélu en 2002.

Lire son CV - p 24

Le Ministère :

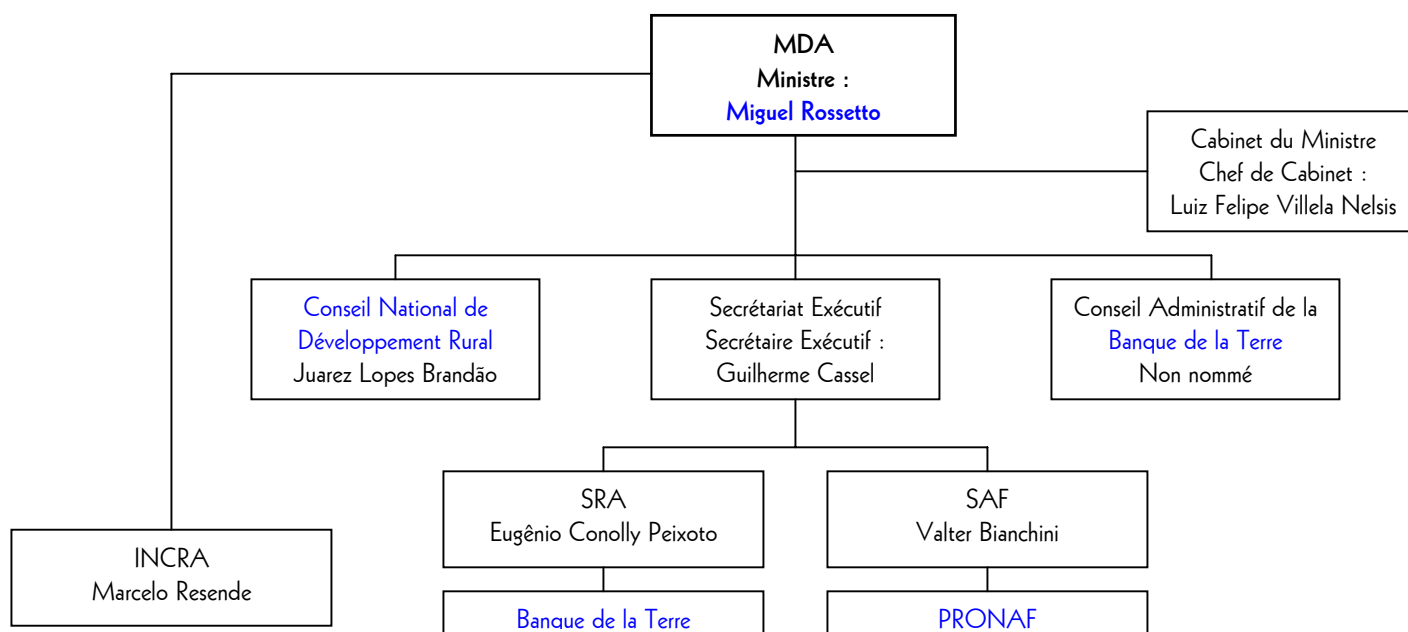
Mission

Créer des opportunités pour que les populations rurales atteignent pleinement la citoyenneté.

Vision du Futur

Etre une référence internationale en terme de solutions pour l'inclusion sociale.

Organigramme du Ministère



[Retour au Sommaire](#)

M. Rossetto promet de dialoguer avec les mouvements sociaux

Lire p 19

« Le Brésil du 21^{ème} siècle doit se délivrer du retard de la campagne et en finir avec la faim, séculaires symptômes d'exclusion. Le paysan veut être respecté et avoir le droit de produire, contribuant à la tâche de transformer ce pays, le plus rapidement possible, avec un autre projet de développement, où tous les travailleurs ont droit à l'alimentation et à la justice sociale ».

M. Rossetto veut garantir l'accès à la terre

Lire p 19

En harmonie avec le président Luiz Inácio Lula da Silva, le Ministre du Développement Agraire, Miguel Rossetto, a pris ses fonctions affirmant que la réforme agraire n'est pas un problème mais plutôt une solution pour le pays. *« Elle sera un instrument pour garantir l'accès à la terre à qui veut travailler et à qui veut partager avec le Brésil la mission de mettre des aliments sur la table »*, a déclaré le nouveau Ministre.

Un audit de la réforme agraire

Lire p 20

Lors d'un entretien avec la Globo, Miguel Rossetto a annoncé qu'il mettra en place un audit pour connaître le nombre réel des sans-terre déjà installés en colonies agricoles dans le pays. Pour le Ministre, la population doit savoir ce qui a été réalisé dans le domaine de la réforme agraire pendant le gouvernement de Fernando Henrique, la société ayant droit à une information exacte. L'audit dressera l'état de l'infrastructure des colonies agricoles.

Les Colonies Agricoles, une priorité

Lire p 22

Moins de 1% des 4500 projets de colonies agricoles, existants aujourd'hui, ne dépendent pas du gouvernement. *« Une de nos principales priorités est de créer des opportunités pour que les colonies agricoles deviennent productives »*, affirme M. Rossetto. Selon le Ministre, il est nécessaire de répondre à trois thèmes : suivre une politique foncière qui garantisse un revenu à celui qui travaille; qualifier les colonies agricoles et renforcer l'agriculture familiale.

M. Rossetto veut restructurer les propriétés

Lire p 23

Bien qu'il n'ait pas encore présenté un projet complet de réforme agraire, le Ministre du Développement Agraire du gouvernement Lula, Miguel Rossetto, a déjà en main les lignes directrices du PT, centrées sur la restructuration foncière du pays. Les conseillers techniques du Ministère considèrent que c'est la mesure la mieux adaptée au manque de ressources budgétaires.

L'équipe du MDA veut renforcer le dialogue avec la société

Lire p 23

Pendant son discours, Resende a déclaré qu'il sera possible de tenir les promesses politiques du gouvernement et de réaliser la réforme agraire, tout en respectant la propriété rurale qui occupe une fonction sociale. Rossetto, entretenant de bonnes relations avec le MST, a annoncé que l'Incra sera l'unique responsable de la réforme agraire.

Rossetto promet de dialoguer avec les mouvements sociaux

Source : [Notícias do MDA](#), du 2 janvier 2003.

Le Ministre du Développement Agraire Miguel Rossetto a promis, lors de son investiture, de dialoguer avec tous les mouvements sociaux et de créer les conditions pour que tous les travailleurs ruraux produisent avec qualité.

« Un champ ne peut pas être l'espace de violence et de mort. Il sera l'espace de vie, de joie et de futur. S'il est vrai qu'un mouvement social n'a pas le rôle de tuteur du gouvernement, ce n'est pas non plus le rôle du gouvernement de suffoquer les mouvements sociaux », affirma le Ministre.

Le Ministre a complimenté les mouvements populaires *« pour leur lutte dans le processus de transformation du Brésil en pays de justice sociale et de liberté »*, et a garanti que *« durant sa gestion, les travailleurs ruraux travailleront, parce que l'on aura créé des conditions pour cela »*.

Pour viabiliser la réforme agraire, il a évoqué la décentralisation, l'augmentation et la garantie de l'accès au crédit pour tous, la qualification de l'assistance technique et l'encouragement à l'esprit associatif par le coopératisme moderne.

Le Ministre a affirmé que son action sera le résultat d'un travail articulé par le gouvernement dans le but de créer un plus grand nombre de colonies agricoles* de meilleure qualité.

** Colonie agricole (assentamento) : installation en colonies, avec l'objectif d'insertion sociale, de populations rurales sans-terre et migrantes).*

« Le Brésil du 21^{ème} siècle doit se délivrer du retard de la campagne et en finir avec la faim, séculaires symptômes d'exclusion. Le paysan veut être respecté et avoir le droit de produire, contribuant à la tâche de transformer ce pays, le plus rapidement possible, avec un autre projet de développement, où tous les travailleurs ont droit à l'alimentation et à la justice sociale ».

Lire le discours d'investiture du Ministre (partie 1) :

<http://www.desenvolvimentoagrario.gov.br/.../>

Lire le discours d'investiture du Ministre (partie 2) :

<http://www.desenvolvimentoagrario.gov.br/.../>

[Retour à la page 18](#)

Rossetto veut garantir l'accès à la terre

Source : [Notícias do MDA](#), du 3 janvier 2003.

En harmonie avec le président Luiz Inácio Lula da Silva, le Ministre du Développement Agraire, Miguel Rossetto, a pris ses fonctions affirmant que la réforme agraire n'est pas un problème mais plutôt une solution pour le pays. *« Elle sera un instrument pour garantir l'accès à la terre à qui veut travailler et à qui veut partager avec le Brésil la mission de mettre des aliments sur la table »,* a dit le nouveau Ministre.

Politiques d'urgences :

Pour commencer à changer cette situation, Miguel Rossetto a avancé qu'il traitera la réforme agraire par des politiques d'urgences et structurelles. A court terme, la promesse du nouveau Ministre est de résoudre la situation des quelques 80 mille familles installées aux bords des routes dans une situation précaire et d'insécurité.

Concepts stratégiques :

Pour le long terme, le Ministre a mis en évidence le fait que le gouvernement travaillera sur le concept stratégique selon lequel une ample et massive réforme agraire s'impose. *« Nous défendons un modèle de développement, respectant le peuple et démocratisant la propriété et le revenu »,* a dit Miguel Rossetto.

Cette proposition sera réalisable au moyen de la décentralisation, de l'augmentation et de la garantie de l'accès au crédit, de la qualification de l'assistance technique et de l'encouragement à l'esprit associatif par le coopératisme moderne. « *L'attente de la campagne est énorme. 4,5 millions de familles attendent anxieusement la chance de travailler et nous allons honorer cet espoir* », a souligné le Ministre.

Selon Rossetto le gouvernement a la responsabilité et le devoir stratégique de proposer un développement national articulé, capable de générer des emplois et des revenus pour tous ceux, sur le point d'abandonner leurs propriétés, qui ont, aujourd'hui, comme unique perspective de futur, les grands bidonvilles et la violence urbaine.

Miguel Rossetto a souligné que la campagne ne peut pas et ne doit pas être un espace de violence et de mort, mais plutôt un espace de vie, de joie et de futur.

L'investiture de Rossetto a été marquée par une présence massive d'adhérents du [MST](#) - Mouvement des Sans-Terre, de plusieurs syndicats et confédérations liées à l'agriculture familiale et de fonctionnaires du ministère.

João Paulo Rodrigues, de la coordination nationale du MST, a déclaré que le discours du Ministre avait éclairci la proposition du gouvernement pour la réforme agraire et que les perspectives sont les meilleures possible, même sans l'annonce de noms importants de l'équipe, comme le président de l'[INCRA](#). Il a annoncé qu'il proposera de nouvelles négociations. Gilmar Mauro, également de la Direction du MST, partage la vision optimiste de son compagnon. Cependant, Mauro a souligné que le mouvement ne se contentera pas d'un discours et qu'il continuera la lutte. Selon Mauro, le MST poursuivra sa mobilisation en occupant des terres, mais utilisera la Constitution comme arme pour exiger l'accomplissement de la fonction sociale de la terre.

L'organisation veut faire tomber les mesures provisoires qui empêchent l'expropriation de terres.

[Retour à la page 18](#)

Un audit de la réforme agraire

Source : [Notícias do MDA](#), du 6 janvier 2003.

Lors d'un entretien avec la Globo, Miguel Rossetto a annoncé qu'il mettra en place un audit pour connaître le nombre réel des sans-terre déjà installés en colonies agricoles dans le pays. Pour le Ministre, la population doit savoir ce qui a été réalisé dans le domaine de la réforme agraire pendant le gouvernement de Fernando Henrique la société ayant droit à une information exacte. L'audit dressera l'état de l'infrastructure des colonies agricoles.

Rossetto a ensuite précisé que ses actions auront, comme objectif, l'intégration sociale et a affirmé : « *La réforme agraire n'est pas un problème, c'est une solution* ».

L'entretien :

Evandro Eboli - Que pensez-vous du document de l'équipe de transition sur la réforme agraire ?

M. Rossetto - Je ferai un bilan, en toute rigueur, de l'ensemble de ces informations et les confronterai avec celles que je reçois de divers Etats. Je veux évaluer, principalement, les informations des secteurs de l'agriculture familiale et de la réforme agraire.

Quelles sont les priorités ?

M. Rossetto - Le défi est le développement d'un modèle à partir d'une agriculture familiale et d'une meilleure distribution du revenu et de la propriété. L'enjeu est de transformer 4,5 millions de familles possédant une petite propriété en base stratégique de développement. Cette population attend anxieusement de pouvoir travailler et de produire. On doit vaincre les difficultés brutales qu'elles affrontent et potentialiser ce secteur, lui donnant accès au crédit, à l'assistance technique et à la commercialisation. Notre grand défi est de garantir l'accès à la terre aux familles qui n'en possèdent pas et vivent en situation extrêmement précaire aux bords des routes.

Le gouvernement Fernando Henrique a déclaré qu'il a installé 600 mille familles et qu'il a fait la plus grande réforme agraire du monde. Prétendez-vous revoir cette comptabilité ?

R. Rossetto - Evidemment. Nous voulons vérifier ces chiffres. Il est important que la population sache ce qui a été fait. Nous avons besoin de chiffres consolidés et la société brésilienne a le droit de disposer d'une information correcte, de forme démocratique. Nous voulons rendre accessible toutes les informations dans un délai de 30 jours. Il est évident que les outils, tels que l'audit, seront utilisés.

Quel sera l'objectif de l'audit ?

R. Rossetto - Ces chiffres vont orienter nos politiques publiques. La préoccupation centrale est de disposer d'une information qui reflète la réalité. C'est ce qui organisera, déterminera le degré d'urgence et de priorité de notre travail. Nous allons chercher un ensemble d'informations qui reflète de la manière la plus correcte possible cette réalité. Il ne s'agit pas, simplement, d'une discussion pour savoir si cela a été fait ou non. Nous allons chercher des informations sur tous les projets du ministère : le nombre de colonies installées, leurs conditions de vie, s'il y a des habitations, de l'énergie électrique, de l'eau, des écoles, la santé, le loisir et la capacité de production ainsi que le programme de crédits ruraux et fonciers.

Le président Lula veut que tous les Ministres travaillent pour le Programme « Fome Zero ». Comment allez-vous collaborer ?

R. Rossetto - En réduisant la faim à la campagne. Nous allons collaborer en assurant des conditions d'intégration sociale et de travail pour qui veut travailler. Créant des conditions d'une survivance digne et productive. Il y a un énorme potentiel de croissance pour la population à partir de l'agriculture familiale. C'est un bond en avant, contribuant beaucoup à la reconstruction nationale et au combat de la faim. Il n'y a pas de doute que cette population veut être respectée et a une énorme volonté de travailler, pour produire des aliments de qualité pour l'ensemble de la société brésilienne.

Dans votre discours d'investiture, vous avez dit que les mouvements sociaux n'ont pas le rôle de tuteur du gouvernement, sans pour autant que celui-ci les fasse suffoquer. Comment sera cette relation avec les mouvements, spécialement avec le MST ?

R. Rossetto - Nous allons établir un dialogue respectueux avec tous les mouvements ruraux, que ce soit le MST, le Contag ou les Fédérations. Le sentiment démocratique est présent dans la société et nous allons dialoguer avec toutes les organisations qui soumettront des demandes sur des terres, comme les « quilombolas » (*anciennement, esclaves fugitifs, réfugiés en communautés appelées quilombos*) et les indigènes. Nous allons travailler intensément avec ces mouvements, c'est le devoir du gouvernement d'établir cette relation permanente. Notre vision du changement repose sur l'idée que la campagne cesse d'être un espace de violence et de mort pour être celui de la vie, de la paix avec justice et travail. Nous devons vaincre les problèmes fonciers séculaires et introduire une pensée positive. La réforme agraire n'est pas un problème, c'est une solution à l'exclusion et à la nécessité d'augmenter la production et la qualité, c'est un facteur de développement, apportant des revenus aux communautés.

Les principaux leaders ont fait éloge de votre discours. Comment vous sentez-vous en ce début de gestion avec l'appui du MST ?

R. Rossetto - Je le vois avec beaucoup d'allégresse, non seulement de la part du MST, mais aussi de tous les dirigeants ruraux.

Que pensez-vous de la mesure provisoire qui exclut les terres occupées du processus de réforme agraire ?

R. Rossetto - J'ai demandé une analyse de toutes les mesures pour savoir si elles sont légales ou non et nous allons, dans un délai adéquat, recommander une position au président Lula. Je ne prétends pas centraliser le débat sur ce travail car nous avons devant nous un agenda très fourni qui inclut aussi les appropriations indues de terre dans ce pays. Ce projet de réforme agraire et d'agriculture familiale est d'intérêt national et je veux l'utiliser pour l'adapter à la législation. Je ne donnerai pas d'opinion maintenant sur la MP.

Le MST veut l'intégration des campements et des colonies agricoles dans le Programme « Fome Zéro ». Etes-vous d'accord ?

R. Rossetto - Certainement. L'idée est d'articuler la capacité de mobilisation nationale pour répondre à la faim et, en même temps, créer des conditions d'un nouveau cycle de développement durable.

Comment intégrez-vous la Démocratie Socialiste, l'aile radicale du PT, qui considère que votre nomination a été une manière de les calmer et de les satisfaire ?

R. Rossetto - Penser cela est peu généreux pour le président Lula, moi-même, le PT et les mouvements sociaux. Je dois remercier le président Lula pour sa confiance. Il ne s'agit pas de calmer ou non, le gouvernement est porteur d'un programme de changement et le Brésil veut changer.

[Retour à la page 18](#)

Les colonies agricoles, une priorité

Source : [Notícias do MDA](#), du 28 février 2003.

Moins de 1% des 4500 projets de colonies agricoles, existants aujourd'hui, ne dépendent pas du gouvernement. « *Une de nos principales priorités est de créer des opportunités pour que les colonies agricoles deviennent productives* », affirme M. Rossetto. Selon le Ministre, il est nécessaire de répondre à trois thèmes : suivre une politique foncière qui garantit un revenu à celui qui travaille; qualifier les colonies agricoles et renforcer l'agriculture familiale.

Le ministère a établi le recensement du nombre de colonies agricoles et de personnes installées. Selon les statistiques du gouvernement antérieur, 600 mille travailleurs en ont bénéficié. Nous avons besoins d'avoir des données correctes pour orienter la politique publique, aussi bien sur le nombre que la qualité des installations.

Mais le Ministre affirme clairement qu'il ne sert à rien d'installer 50 mille personnes pendant que 100 mille autres quittent la campagne. Le gouvernement doit investir beaucoup dans la petite propriété rurale, augmentant, par exemple, le nombre de contrats du [PRONAF](#) - Programa de Fortalecimento da Agricultura Familiar.

L'objectif est de passer de 900 mille contrats à 2 millions. Selon lui, il ne sert à rien d'investir uniquement dans l'activité productive, il faut créer, aussi, un ensemble de services publics comme l'électrification et l'habitation.

Un projet dans ce domaine, financé par la Caixa Econômica Federal est en cours d'étude et devra être divulgué bientôt.

Pour avoir une notion exacte des nécessités réelles, le ministère recourt aux données des Tribunaux des Comptes. A partir de la compilation de ces informations, le gouvernement peut décider ou non d'un audit, vérifiant des problèmes locaux.

L'un des sujets étudiés est le Banco da Terra. Selon le Ministre, des surévaluation de la valeur des propriétés existent et, pour cette raison, les nouveaux projets de financement du programme sont pour l'instant suspendus.

Propriétés viables ?

Considéré par les grands producteurs comme instrument démocratique d'accès à la terre, le programme pourra être supprimé. Sera maintenu le Programme de crédits fonciers en tant qu'instrument auxiliaire de la réforme agraire. De cette manière, le gouvernement interviendra auprès des locataires, dispensant des crédits pour l'achat des terres et encourageant les regroupements associatifs, pour rendre économiquement viable la petite propriété.

Fait également l'objet de vérification le projet [ARCO](#) - Agências Regionais de Comercialização, structure des ONG pour aider les colonies agricoles à vendre leurs produits. Et le Ministre d'ajouter : « Nous devons stimuler l'accès au marché. L'une des formes est d'investir dans des activités non-agricoles et de constituer un marché régional de produits venant des colonies agricoles. »

L'un des outils à utiliser consisterait une politique d'achats gouvernementaux suivant les modèles développés par les gouvernements du PT de Rio Grande do Sul et de Mato Grosso do Sul.

Sans enfreindre la loi, le gouvernement peut définir des critères favorisant l'achat de produits des colonies agricoles ou des agriculteurs familiaux.

[Retour à la page 18](#)

M. Rossetto veut restructurer les propriétés

Source : [Notícias do MDA](#), du 27 février 2003.

« Le programme «Fome Zero » devrait composer son panier alimentaire de base avec des produits des colonies agricoles. Ainsi, le petit producteur ne perdrait pas sa production et le programme se transformerait en quelque chose de réellement structurant » a déclaré Eloy Alves Filho, superintendant de l'Incra/MG.

Bien qu'il n'ait pas encore présenté un projet complet de réforme agraire, le Ministre du Développement Agraire du gouvernement Lula, Miguel Rossetto, a déjà en main les lignes directrices du PT, centrées sur la restructuration foncière du pays. Les conseillers techniques du Ministère considèrent que c'est la mesure la mieux adaptée au manque de ressources budgétaires, car la réforme agraire qui a déjà reçu des financements de l'ordre de 2,2 milliards de reais en 1998, n'en a obtenu que 1,3 milliard l'année passée.

La restructuration foncière est considérée par le gouvernement comme la meilleure solution contre l'exode rurale à court ou moyen terme. Le parti pense réduire la pression sur le marché du travail urbain en interrompant ou réduisant l'émigration rurale vers les villes. A partir de là, il serait possible d'investir dans un plan progressif de distribution de terres qui serait financé avec les excédents de caisse qui devraient être obtenus grâce à la reprise du développement du pays. Selon les techniciens, les ressources ajoutées à une politique agricole efficace, créeraient plus d'emplois et de revenus dans le secteur rural.

L'équipe économique du PT argue que de telles mesures sont essentielles pour mettre en place un plan national de l'emploi, étant donné que le Brésil compte, au moins, 21 % de sa main d'œuvre dans le milieu rural contre seulement 2 à 5 % dans les pays industrialisés.

Autre point très important des stratégies du PT, l'augmentation de la production d'aliments pourrait se faire, selon le ministère du Développement Agraire, par la croissance de l'agriculture familiale, organisée sous forme d'entreprises. Pour renforcer l'agriculture familiale, le gouvernement prétend mettre en place des politiques stables de crédits, prévues dans les lois budgétaires fédérales, une assistance technique et des politiques sociales pour améliorer les conditions de travail et le revenu des familles exclusivement agricoles. Ces mesures seraient étayées par le renforcement des centres de recherche et d'applications agricoles.

[Retour à la page 18](#)

L'équipe du MDA veut renforcer le dialogue avec la société

Source : [Notícias do MDA](#), du 14 février 2003.

Sans termes définis pour de nouvelles installations de colonies agricoles, la récente équipe du ministère du Développement Agraire a décidé de miser sur le dialogue, élément qui, selon elle, aurait manqué dans le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso.

En présence de nombreux mouvements sociaux, encadrés par le [MST](#) - Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, la [CONTAG](#) - Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, la [CPT NAC](#) - Comissão Pastoral da Terra et la Liga Campesina, M. Rossetto a présenté le nouveau président de l'INCRA, Marcelo Resende.

Pendant son discours, M. Resende a déclaré qu'il sera possible de tenir les promesses politiques du gouvernement et de réaliser la réforme agraire, tout en respectant la propriété rurale qui joue un rôle sociale. Rossetto, entretenant de bonnes relations avec le MST, a annoncé que l'Incra sera l'unique responsable de la réforme agraire.

Le Secrétariat de la Réforme Agraire a été transformé en Secrétariat de la Restructuration Foncière et devra proposer des alternatives pour l'accès à la terre.

La création du Secrétariat du Développement Territorial, dirigé par José Humberto Oliveira est une autre nouveauté. Il aura pour mission de coordonner et de promouvoir les politiques régionales de développement. Valter Bianchini, secrétaire de l'Agriculture Familiale et Carlos Mario Guedes, assesseur spécial du Ministre, ont été nommés lors de cette réunion.

[Retour à la page 18](#)

Miguel Rossetto

Source : [Agência Brasil](#), le 14 février 2003.

La réforme agraire, sujet délicat du nouveau gouvernement est placée sous la responsabilité d'un des créateurs du [Parti des Travailleurs do Rio Grande do Sul](#), Miguel Soldatelli Rossetto.

Né à São Leopoldo (RS), 42 ans, marié, il étudie les sciences sociales. C'est un technicien en mécanique qui s'est affilié au Syndicat des Métallurgistes de São Leopoldo à l'âge de 20 ans.

En 1982 il échoue à la députation de l'Etat du Rio Grande do Sul et s'engage dans le secteur Pétrochimique en 1984, dans lequel il est élu, deux fois en 1986 et 1992, président du Syndicat des Travailleurs des Industries du Pôle Pétrochimique du Rio Grande do Sul. Entre 1992 et 1994, il est membre du secrétariat exécutif de l'Etat et Secrétaire National de la Politique Syndicale de la [CUT](#) - Central Única dos Trabalhadores.

Il est élu député fédéral en 1996, avec 25.455 voix, fonction qu'il quittera en milieu du mandat, pour avoir été élu en 1998 vice-gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul. Faisant équipe, dans la même fonction, avec Tarso Genro ; il n'a pas été réélu en 2002.

Les secteurs conservateurs de l'agriculture n'ont pas bien accepté la nomination de Rossetto, membre de l'extrême gauche du PT et qui a appuyé le MST. Mais Rossetto a déjà déclaré, à plusieurs reprises, qu'il ne se placera pas sous la tutelle d'organisations agraires ou de mouvements sociaux.

[Retour à la page 18](#)

Ministério do Desenvolvimento, Industria e Comércio Exterior (MDIC)

Ministre du Développement, de l'Industrie et de Commerce Extérieur : **Luiz Fernando Furlan**

<http://www.mdic.gov.br>

Le Ministre :

Luiz Fernando Furlan, 56 ans, est depuis 1993, président du Conseil d'Administration de la Sadia S.A. Il est ingénieur chimiste et formé en administration d'entreprises.

Il est membre du Conseil d'Administration de la Panamco - Pan American Bebidas et de la Telefonica. Il est membre du Comité Consultif de la Brasmotor, de la Banque ABN Amro du Brésil, il a été second vice-président et directeur du Département des Affaires Internationales et du Commerce Extérieur de la Fédération des Industries de São Paulo (Fiesp/Ciesp) et vice-président de l'Association Brésilienne du Commerce Extérieur et du Forum Patronal.

C'est un défenseur d'une industrie nationale exportatrice et du Mercosur.

En 1991, il a reçu le titre d'Industriel de l'Année par la revue « Dinheiro/Isto É ».

Lire son CV - [p 30](#)

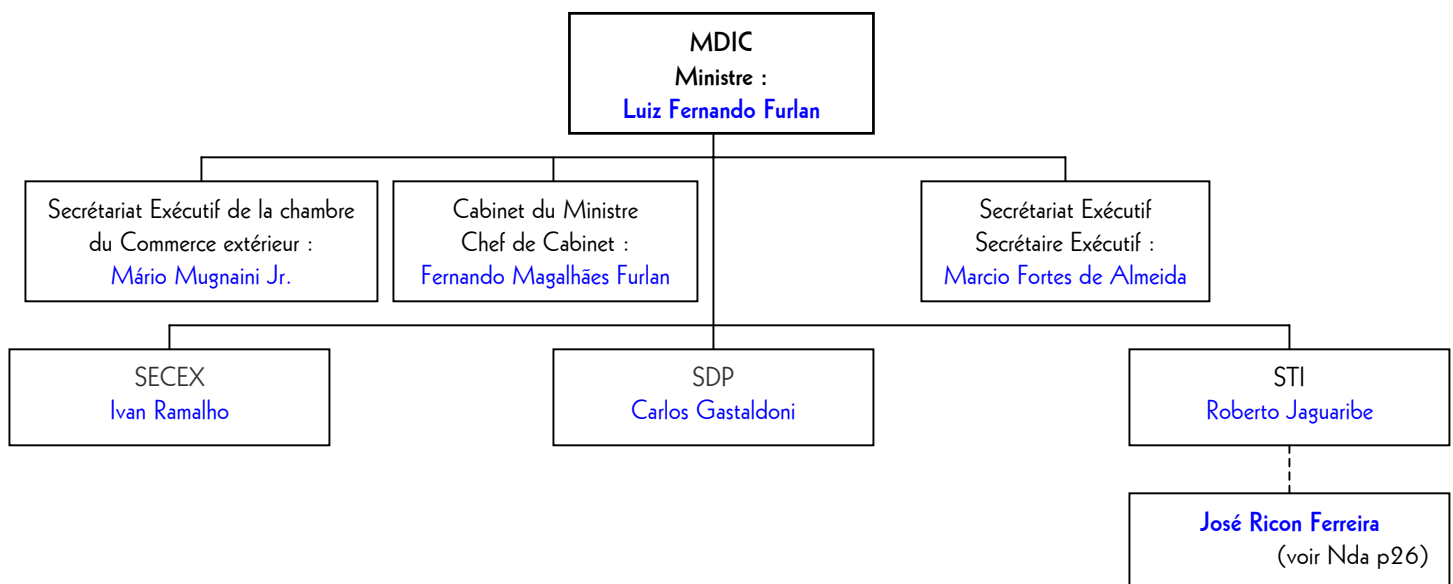
Le Ministère :

La mission du MDIC est de construire un Brésil compétitif, juste et riche en opportunités, partenariats avec les secteurs productifs, a travers des actions résultant de l'amélioration de la qualité de vie de la population.

Le MDIC est lié aux entités suivantes : l'INPI, la SUFRAMA, l'INMETRO et la BNDES.

[Plus d'information](#)

Organigramme du Ministère



Voir aussi l'organigramme complet du Ministère :

<http://www.mdic.gov.br/conheca/pag/organograma.html>

[Retour au Sommaire](#)

Amaral fait l'éloge de Furlan et déclare que l'excédent budgétaire donne accès à l'emploi

Lire p 27

L'ambassadeur a précisé qu'une attention spéciale avait été donnée à l'accroissement de l'exportation. Des mesures spéciales concernant le commerce extérieur, telles que l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits brésiliens, le processus de négociation commerciale avec l'Argentine, le Mexique et les pays Andins, en dehors d'une large promotion commerciale de produits nationaux et la diversification de la grille des exportations, ont été déterminantes pour le résultat positif de la balance commerciale de 13,120 milliards de dollars.

La nouvelle direction de la BNDES

Lire p 27

Le Journal Officiel a publié la nomination du nouveau Président de la BNDES - Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social, Carlos Francisco Thodoro Machado Ribeiro de Lessa, ainsi que des membres de la nouvelle direction. Comme Vice-Président de la BNDES, le président Lula a nommé Darc Antônio da Luz Costa.

L. Furlan nomme ses secrétaires

Lire p 28

L. Furlan a souligné : « *Notre Ministre et Conseiller de l'Ambassade de Washington, Roberto Jaguaribe, est une personne qui a beaucoup d'expérience en développement, en technologie et en promotion commerciale* ». Selon Furlan, Jaguaribe possède une grande expérience dans le domaine des marques, des brevets et de la propriété intellectuelle, ce qui répond au souhait du président Luiz Inácio Lula da Silva qui a recommandé de donner une attention spéciale à la question.

L. Furlan veut l'aide des multinationales pour créer des emplois.

Lire p 28

Le Brésil va demander aux dirigeants d'entreprises multinationales qu'ils investissent dans leurs filiales brésiliennes pour augmenter la production, créer plus d'emplois et aider le pays à exporter davantage.

L. Furlan veut attirer plus de touristes au Brésil

Lire p 28

Le Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, va travailler conjointement avec le Ministère du Tourisme pour doubler le nombre de touristes étrangers qui visitent le Brésil, a dit le Ministre.

L. Furlan lance un plan de promotion commerciale

Lire p 29

Le Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, Luiz Fernando Furlan, a annoncé son plan stratégique de promotion commerciale qui sera développé par l'Apex. Avec comme objectif d'augmenter d'environ 10% les exportations brésiliennes, il pense pouvoir créer autour de 400.000 emplois.

L'augmentation des exportations et la création d'emplois comme priorités du MDIC

Lire p 29

Le Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, Luiz Fernando Furlan, a annoncé ses trois principaux objectifs pour l'année 2003.

Nda : **José Ricon Ferreira**, nouveau Président du *CenDoTeC*, appartient au STI - Secretaria de Tecnologia Industrial. Il est Directeur du département Articulation Technologique du Secrétariat de Technologie Industrielle du **MDIC** - Ministério de Desenvolvimento, Industria e Comercio Exterior, il est membre du Conseil de la **FID** - Fédération Internationale de l'Information et de la Documentation et du Conseil National de l'**Institut Euvaldo Lodi** de la **Confédération Nationale de l'Industrie**. Il a été Directeur de l'**IBICT** - Instituto Brasileiro de Informação em Ciência e Tecnologia, Président du Réseau **Infolac** - Information latino-américaine et caraïbe et membre du Conseil du Programme d'Information de l'Unesco. Il est diplômé en Bibliothéconomie par les **Universités de Brasilia** et de **Porto Rico**. En France, il a suivi des cours en Information Documentaire à Lyon et a effectué plusieurs stages au **CNRS** - Centre National de la Recherche Scientifique, à l'**IFP** - Institut Français du Pétrole et à l'**INRA** - Institut National de la Recherche Agronomique.

Amaral fait l'éloge de L. Furlan et estime que l'excédent budgétaire donne accès à l'emploi

Source : [Notícias do MDIC](#), du 2 janvier 2003.

L'ambassadeur Sergio Amaral a déclaré, lors de la cérémonie d'investiture du Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, Luiz Fernando Furlan, que « *le nouveau chemin du développement, moins vulnérable aux incertitudes des marchés financiers, plus favorable pour stimuler la croissance, créer des emplois et offrir une meilleure rémunération, est pavé de l'augmentation importante du solde de la balance commerciale* ».

Amaral a brièvement dressé le bilan de sa gestion du Ministère qui, d'après lui, sera « *entre les mains expérimentées et sûres* » de Luiz Fernando Furlan. « *J'ai la joie de passer la charge du Ministère du Développement à Luiz Furlan, l'un des membres du patronat les plus qualifiés que j'ai eu l'occasion de connaître et dont j'estime beaucoup l'amitié* », a déclaré Amaral.

La cérémonie a compté avec la présence du patronat, de Ministres, de Parlementaires, ainsi que d'Ambassadeurs de plusieurs pays. Amaral a rappelé dans son discours les actions qui ont orienté son travail au ministère. « *J'ai assumé le ministère, il y a 16 mois, avec certaines priorités clairement définies, parmi lesquelles le développement des exportations et la nécessité d'une politique industrielle moderne et compétitive* » a-t-il affirmé.

L'ambassadeur a précisé qu'une attention spéciale avait été donnée à l'accroissement de l'exportation. Des mesures spéciales concernant le commerce extérieur, telles que l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits brésiliens, le processus de négociation commerciale avec l'Argentine, le Mexique et les pays Andins, en dehors d'une large promotion commerciale de produits nationaux et la diversification de la grille des exportations, ont été déterminantes pour le résultat positif de la balance commerciale de 13,120 milliards de dollars.

En concluant, Amaral a dit qu'il était fier de la maturité des institutions brésiliennes qui ont donné au monde l'exemple d'un changement démocratique. Il a souligné également la compétence du nouveau gouvernement face aux incertitudes de l'économie mondiale : « *L'équipe du président Luiz Inácio Lula da Silva, après avoir dévoilé une singulière compétence politique, met en évidence sa lucidité face aux incertitudes des marchés internationaux et une clarté dans le choix des priorités pour l'économie. Elle a anticipé des politiques correctes et balisé des voies qui permettront de vaincre les incertitudes inhérentes à la transition et de s'engager sur le chemin assuré de la reprise du développement* ».

Lire en entier le discours du **Ministre Luiz Fernando Furlan** lors de son investiture :

<http://www.mdic.gov.br/imprensa/doc/20030102posseFurlan.PDF>

Lire en entier le discours de l'**ambassadeur Sergio Amaral**, à l'occasion du passage de pouvoirs :

<http://www.mdic.gov.br/imprensa/DiscAmaral/20030102transmissao.PDF>

[Retour à la page 26](#)

La nouvelle direction de la BNDES

Source : [Notícias do MDIC](#), du 10 janvier 2003.

Le Journal Officiel a publié la nomination du nouveau Président de la **BNDES** - Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social, Carlos Francisco Thodoro Machado Ribeiro de Lessa, ainsi que des membres de la nouvelle direction. Comme Vice-Président de la BNDES, le président Lula a nommé Darc Antônio da Luz Costa.

Formé à l'**UNICAMP** et docteur en économie, Carlos Lessa a assumé dernièrement la charge de recteur de l'**UFRJ** - Universidade Federal do Rio de Janeiro. Les nouveaux directeurs de l'institution, rattachés au Ministère du Développement, sont Roberto Timótheo da Costa, Luiz Eduardo Melin de Carvalho e Silva, Fábio Stefano Erber, Maurício Borges Lemos et Márcio Henrique Monteiro de Castro.

[Retour à la page 26](#)

L. Furlan nomme ses secrétaires

Source : [Notícias do MDIC](#), du 14 janvier 2003.

Après l'investiture de l'économiste Carlos Lessa à la direction de la BNDES, Le Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, Luiz Fernando Furlan, a nommé le diplomate Roberto Jaguaribe au poste de Secrétaire des Technologies Industrielles et Juan Quirós au poste de Directeur de l'[APEX](#) - Agência de Promoção de Exportações. L.Furlan a informé que le Secrétaire exécutif du Ministère du Développement, Márcio Forte de Almeida, assumera, temporairement, le secrétariat exécutif de la [CAMEX](#) - Chambre de Commerce Extérieur.

L. Furlan a souligné : « *Notre Ministre et Conseillé à l'ambassade de Washington, Roberto Jaguaribe, est une personne qui a beaucoup d'expérience en Développement, en Technologie et en Promotion Commerciale* ». Selon L. Furlan, Jaguaribe possède une grande expérience dans le domaine des marques, des brevets et de la propriété intellectuelle, répondant au souhait du président Luiz Inácio Lula da Silva de porter une attention particulière à la question.

[Retour à la page 26](#)

L. Furlan veut obtenir l'aide des multinationales pour créer des emplois.

Source : [Notícias do MDIC](#), du 21 janvier 2003.

Le Brésil va demander aux dirigeants d'entreprises multinationales d'investir dans leurs filiales brésiliennes pour augmenter la production, créer plus d'emplois et aider le pays à exporter davantage. Cet appel sera également lancé à la France et à l'Allemagne : « *Les filiales brésiliennes d'entreprises françaises et allemandes sont très compétitives mais elles n'ont pas toujours la possibilité d'approvisionner en produits les clients externes, les maisons mères préférant exporter à partir de leurs sièges ou d'autres marchés où elles sont présentes* », a déclaré le Ministre. Selon lui, la position des multinationales par rapport au commerce extérieur dépend souvent davantage d'une stratégie de l'entreprise que de la compétitivité.

L. Furlan souhaite que les multinationales s'impliquent, en même temps que le gouvernement, dans la politique d'augmentation des exportations, ce qui permettra de dynamiser l'économie brésilienne, créera des emplois et aidera l'intégration sociale. Selon lui, ce type de décision peut avoir de bons résultats à court terme et a expliqué que la crédibilité pourra réduire le risque lié à l'investissement au Brésil et permettra, dans le futur, de réduire les taux d'intérêt.

[Retour à la page 26](#)

L. Furlan veut attirer plus de touristes au Brésil

Source : [Notícias do MDIC](#), du 21 janvier 2003.

Dans une entrevue accordée à la Voix du Brésil, le Ministre du MDIC, Luiz F. Furlan, a annoncé que le Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, allait travailler conjointement avec le Ministère du Tourisme afin de doubler le nombre de touristes étrangers qui visitent le Brésil.

« *L'attraction que le Brésil exerce sur le tourisme est très grande, mais nous avons encore quelques difficultés de promotion commerciale, d'infrastructure et de formation du personnel pour recevoir des touristes qu'ils soient nationaux ou étrangers* », a-t-il souligné.

Les détails pour atteindre cet objectif ne sont pas encore définis, mais le Ministre a affirmé que dans les prochaines semaines, le gouvernement annoncera son plan de développement du tourisme national.

Le MDIC travaillera en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Approvisionnement pour augmenter la production d'aliments et les exportations du secteur. « *Nous allons privilégier les exportations et l'augmentation de production d'aliments pour répondre, y compris, au Programme contre la Faim et la Misère* » a précisé L. Furlan.

Le gouvernement prévoit une augmentation de 7% de la production agricole. Le Ministre a fait remarquer que l'« agrobusiness » a été le principal responsable du résultat positif de la balance commerciale brésilienne.

Il a souligné, d'autre part, que le gouvernement luttera contre le gaspillage des ressources. Il a cité l'exemple de trois organismes qui disposent de systèmes électroniques d'aide aux exportateurs : les Ministères du Développement et des Relations Extérieures et l'Apex-Brésil. « *Notre idée est d'analyser les trois systèmes, choisir le meilleur et le faire adopter par les autres organes du gouvernement* ».

[Retour à la page 26](#)

L. Furlan lance un plan de promotion commerciale

Source : [Notícias do MDIC](#), du 4 février 2003.

Le Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, Luiz Fernando Furlan, a annoncé son plan stratégique de promotion commerciale qui sera développé par l'Apex. Avec comme objectif d'augmenter d'environ 10% les exportations brésiliennes, il pense pouvoir créer autour de 400.000 emplois.

« *Nous voulons augmenter les exportations, diversifier la liste, augmenter la base exportatrice et inciter les entreprises à s'engager davantage dans le processus exportateur, créant emplois et revenus. Nous avons la perspective de créer 400 mille emplois avec ce plan et augmenter de 6 milliards de US\$ nos exportations* », a précisé le Ministre.

Pour soutenir le président de l'Apex-Brésil, Juan Quirós, le Ministre a informé qu'il mettrait en place une équipe qui l'aidera à identifier les pays et définir les produits prioritaires pour les exportations brésiliennes. « *Nous faisons un travail d'intelligence commerciale. Le Brésil est un grand exportateur de produits de base mais, pour certains marchés, il est important d'améliorer notre offre de produits manufacturés* », a-t-il déclaré, en se référant aux processus de création de valeur.

D'après L. Furlan, le groupe va faire un relevé des opportunités de marchés pour des produits de plus grande valeur et former un réseau d'échanges entre les États et les entreprises. « *Nous voulons développer un échange entre les régions et les entreprises pour qu'il y ait une plus grande fluidité des canaux de commercialisation. Un État du sud, par exemple, exporte sur un marché où un État du nord aurait également les conditions requises pour exporter mais ne le fait pas par méconnaissance du canal* », a expliqué le Ministre.

J. Quirós a informé que des entreprises spécialisées en recherche de marchés seront engagées pour identifier à l'extérieur les potentiels des produits brésiliens. Ainsi, il sera possible de focaliser des actions sur une portion spécifique des marchés. « *Au lieu de faire une ample promotion commerciale, nous ne focaliserons que ces portions spécifiques. Ainsi, les actions seront plus visibles* », a justifié le Ministre, ajoutant que ces marchés porteurs ont commencé à être étudiés par le dernier gouvernement.

[Retour à la page 26](#)

L'augmentation des exportations et la création d'emplois comme priorités du MDIC

Source : [Notícias do MDIC](#), du 4 février 2003.

Le Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, Luiz Fernando Furlan, a annoncé ses trois principaux objectifs pour l'année 2003.

Le premier est d'accroître de 10% les exportations cette année. Selon le Ministre, le résultat de la balance commerciale du mois de janvier (solde positif de 1,160 milliards de US\$) devra se maintenir jusqu'en avril. A partir du milieu de l'année, le pays aura un dollar pratiquement équilibré par rapport à celui de l'année antérieure, avec un moindre impact sur la réduction des importations.

Le second est d'identifier les chaînes productives responsables des plus grands déficits de la balance commerciale, comme les secteurs électriques, électroniques et chimiques. « *Notre idée est de faire une étude pour vérifier quel type d'investissement pourrait être fait pour que ce déficit se convertisse en production nationale* », a affirmé le Ministre.

C'est un travail à long terme, mais il montrera la viabilité pour le Brésil de faire les investissements nécessaires pour réduire cet important déficit des dix dernières années.

Le troisième objectif est de faire une analyse sectorielle dans le cas où des accords commerciaux de l'OMC, de l'Alca et du Mercosur avec l'Union Européenne viennent à se concrétiser. « Nous devons analyser quels sont les secteurs qui pourraient être plus sensibles à un impact après la conclusion de ces négociations », a-t-il commenté.

[Retour à la page 26](#)

Le Ministre : Luiz Fernando Furlan

Source : [Agência Brasil](#), le 14 février 2003.

Luiz Fernando Furlan, 56 ans, est depuis 1993, président du Conseil d'Administration de la [Sadia S.A.](#), la plus grande entreprise de transformation de viande du pays, avec 12 unités de production. Ingénieur chimiste formé en administration d'entreprises, il est entré à la Sadia en 1976 et en 1983 a été promu vice-président exécutif et directeur des relations avec l'investisseur et membre exécutif du Conseil d'Administration de l'entreprise.

Membre du Conseil d'Administration de la [Panamco](#) - Pan American Bebidas et de la [Telefonica](#), il est également membre du Comité Consultatif de la [Brasmotor](#), de la Banque [ABN Amro](#) du Brésil. Par ailleurs, il a été second vice-président et directeur du Département des Affaires Internationales et du Commerce Extérieur de la Fédération des Industries de São Paulo ([Fiesp/Ciesp](#)) et vice-président de l'Association Brésilienne du Commerce Extérieur et du Forum Patronal.

Ardent défenseur du Mercosur et d'une industrie nationale exportatrice, il a été fréquemment consultant pour les autorités politiques comme pour les entrepreneurs.

En 1991, il a reçu le titre d'Industriel de l'Année par la revue « [Dinheiro/Isto É](#) ». A cette occasion il a agité de nouveau une de ses plus importantes bannières : l'exportation est le meilleur chemin pour rendre le Brésil compétitif et lui donner les chances d'intégrer le cercle des pays riches. C'est un des rares brésiliens à accompagner les grandes négociations internationales.

Lire aussi le CV complet du Ministre **Luiz Fernando Furlan** :

<http://www.mdic.gov.br/conheca/doc/cvFurlan.PDF>

Et le CV du Président de la BNDES, **Carlos Lessa** :

<http://www.mdic.gov.br/conheca/doc/cvCarlosLessa.PDF>

[Retour à la page 26](#)

Ministério do Meio Ambiente (MMA)

Ministre de l'Environnement : **Maria da Silva Vaz de Lima**

<http://www.mma.gov.br>

La Ministre :

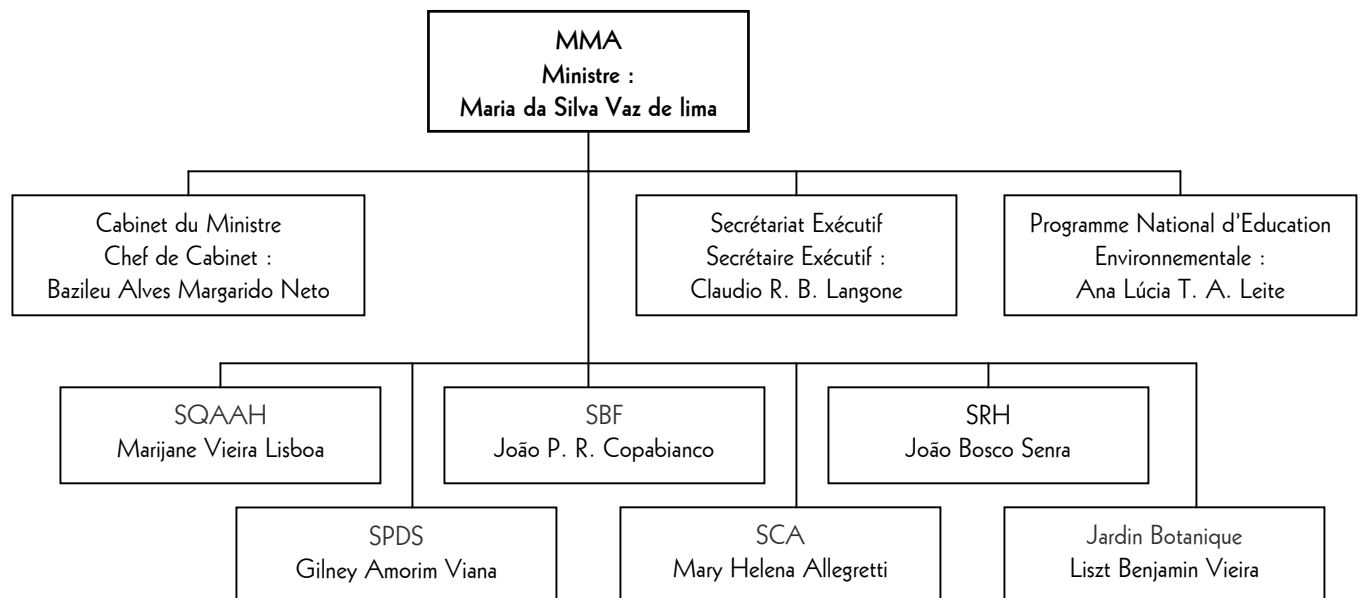
Marina Silva Vaz de Lima est née dans l'Etat de l'Acre en 1958, de parents extracteurs de caoutchouc.

En 1984, elle fonde la CUT - Central Unica dos Trabalhadores dans son état, conjointement avec l'extracteur de caoutchouc et écologiste, Chico Mendes. En 1985, elle réussit à se former en histoire à l'Université Fédérale de l'Acre. En 1988 c'est la conseillère municipale qui recueille le plus de voix à Rio Branco, capitale de l'état de l'Acre, dont elle fut élue députée en 1990.

Quatre ans plus tard, Marina est la plus jeune sénatrice élue au Brésil, elle est réélue en 2002 et arrive en tête des élections dans son Etat. Au cours de tous ces mandats, elle se fait remarquer pour ses idées en faveur de la défense des indiens, de l'environnement, des droits de la femme et de l'exclusion sociale.

Lire son CV - p 34

Organigramme du Ministère



Voir aussi la structure organisationnelle complète :

<http://www.mma.gov.br/port/cgmi/institu/estrutut/corpo.html>

La Ministre prend ses fonctions et promet des actions en faveur de l'Environnement

Lire p 33

La sénatrice Marina Silva prend la direction du Ministère de l'Environnement en promettant d'exercer une politique active de « réalisations » dans ce secteur. Elle affirme que le nouveau gouvernement ne peut pas rester prisonnier de la « logique du possible ». Elle met en valeur la nécessité d'adopter une nouvelle posture devant les défis découlant de la construction d'une politique de développement rationnelle.

Le secrétaire exécutif et le président de l'Ibama prennent leur fonction

Lire p 33

La Ministre de l'Environnement, Marina Silva, a nommé le secrétaire exécutif du MMA, Cláudio Langone. Secrétaire de l'Environnement de Rio Grande do Sul jusqu'au 31 décembre 2002, Langone a exercé la présidence de l'Associação Brasileira de Entidades Estaduais de Meio Ambiente.

Le Ministre de l'environnement a installé dans ses fonctions le président de l'Ibama, Marcos Barros. Spécialiste de la Leishmaniose, il a découvert la Pentamidine, médicament qui guérit les porteurs de la maladie avec seulement 5 injections, alors qu'une centaine d'injections sont nécessaires pour les autres médicaments.

Marina Silva présente les nouveaux directeurs de l'IBAMA

Lire p 34

La Ministre de l'Environnement, Marina Silva, lors de la nomination des nouveaux directeurs, du procureur général et des assesseurs de la présidence de l'Ibama, a souligné l'importance d'une politique environnementale basée sur une politique transversale, le contrôle et la responsabilité sociale pour le développement rationnel.

La Ministre prend ses fonctions et promet des actions en faveur de l'Environnement

Source : [Notícias do MMA](#), du 2 de janvier 2003.

La sénatrice Marina Silva prend la direction du Ministère de l'Environnement en promettant d'exercer une politique active de « réalisations » dans ce secteur. Elle affirme que le nouveau gouvernement ne peut pas rester prisonnier de la « logique du possible ». Elle met en valeur la nécessité d'adopter une nouvelle posture devant les défis découlant de la construction d'une politique de développement rationnelle.

« Nous devons passer de la phase du nous ne pouvons pas, à celle du comment pouvons-nous faire », dit-elle.

La Ministre a affirmé qu'il était nécessaire d'implanter une politique incluant les préoccupations liées à l'environnement dans tous les secteurs du gouvernement. *« J'ai déjà commencé un riche dialogue avec les Ministres de la réforme agraire, des villes, du développement, de l'intégration nationale. La politique transversale est déjà dans le cœur des Ministres, attendant maintenant d'être mise en pratique dans chaque ministère », précise-t-elle.*

Citant la phrase du président Luiz Inácio Lula da Silva, la Ministre affirme que son arrivée au ministère est le résultat d'un processus historique intégrant les expériences de l'écologiste et ex-leader extracteur de caoutchouc Chico Mendes, mort en 1988, et les idéologies du PT, notamment des gouvernements de l'Etat de l'Acre.

La Ministre a garanti qu'elle respectera les initiatives positives du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, mais qu'elle montrera, aussi, de nouvelles orientations pour la politique environnementale. Marina Silva a nommé le médecin Marcos Barros à la présidence de l'[IBAMA](#). M. Barros, qui a déjà été recteur de [l'Université Fédérale de l'Amazonas](#), est actuellement président de l'[INPA](#) - Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia.

Environ 500 personnes étaient présentes à la cérémonie d'investiture avec, parmi elles, le Ministre de l'Education Cristovam Buarque, les gouverneurs de l'Acre, Jorge Viana et du Ceará, Lúcio Alcântara, le Ministre du Tribunal Suprême Fédéral, Ilmar Galvão, les députés fédéraux Vicente Pires da Silva (PT-SP), Fernando Gabeira (PT-RJ) et Tilden Santiago (PT-MG). Le photographe Sebastião Salgado, le théologien Leonardo Boffe et l'actrice Lucélia Santos, ont également assisté à la cérémonie.

Lire en Entier le Discours de la Ministre :

<http://www.mma.gov.br/port/ascom/ultimas/ultimas.cfm?id=236>

[Retour à la page 32](#)

Le secrétaire exécutif et le président de l'Ibama prennent leur fonction.

Source : [Notícias do MMA](#), du 6 janvier 2003.

Le secrétaire exécutif du MMA, Cláudio Langone est entré en fonction. Secrétaire de l'Environnement de Rio Grande do Sul jusqu'au 31 décembre 2002, Langone a exercé la présidence de l'[ABEMA](#) - associação Brasileira de Entidades Estaduais de Meio Ambiente. Entre 1989 et 1990, il a exercé la présidence de l'[UNE](#) - União Nacional dos Estudantes do Brasil.

D'une formation d'ingénieur chimiste suivie à l'[UFSM](#) - Université Fédérale de Santa Maria, il est aujourd'hui âgé de 37 ans et est originaire de Nova Palma dans l'intérieur de l'état de Rio Grande do Sul.

Alors secrétaire municipal de la capitale de Rio Grande do Sul, en 1996, il a participé à l'élaboration du programme de gouvernement du candidat à la présidence de la république Luiz Inácio Lula da Silva. Entre 1997 et 98 il fut l'assesseur spécial de l'Environnement et de l'Assainissement de la municipalité de Porto Alegre, coordonnant le Forum de l'Environnement et de l'Assainissement de la capitale. Lors de la création du secrétariat de l'environnement de l'Etat de Rio Grande do Sul, en août 1999, Cláudio Langone en fut le premier secrétaire.

Ibama - Le Ministre de l'environnement a nommé le président de l'Ibama, Marcos Barros. Spécialiste de la Leishmaniose, il a découvert la Pentamidine, médicament qui guérit les porteurs de la maladie avec seulement 5 injections, alors qu'une centaine d'injections sont nécessaires pour les autres médicaments.

Originaire d'Ipixuna (AM), ex-directeur de l'INPA - Instituto Nacional de Pesquisa do Amazonas et ex-recteur de l'Ufa - Universidade Federal do Amazonas, Marcos Barros est chercheur de la Fondation de Médecine Tropicale dans le département de la Santé Environnementale et participe à des recherches pour combattre les maladies tropicales, telles que la Leishmaniose et la Maladie de Chagas. Fondateur du PT de l'Amazonas, Marcos Barros a activement participé à la décentralisation et à la reformulation de l'enseignement supérieur dans son état.

Auteur de 41 travaux scientifiques et de plusieurs livres, le nouveau président de l'IBAMA a installé, dirigé et élaboré la planification stratégique des recherches du bureau régional de la **Fondation Oswaldo Cruz** dans l'Amazonas et a créé le musée amazonien pour la préservation de la culture des peuples de l'Amazonie Occidentale, le Centre des Sciences Environnementales et le Centre d'Arts Hannehmann Bacelar.

Membre de la **New York Academy of Science**, Marcos Barros a fait des études approfondies à l'UFRJ - Université Fédérale de Rio de Janeiro et à l'Institut de Médecine Tropicale au Japon; il a publié l'Atlas « Espaço e Doença - Un Olhar sobre o Amazonas » et a coordonné l'expédition scientifique Rio Negro / Rio Branco.

[Retour à la page 32](#)

Marina Silva présente les nouveaux directeurs de l'IBAMA

Source : [Notícias do MMA](#), du 22 janvier 2003.

La Ministre de l'Environnement, Marina Silva, a souligné, lors de la nomination des nouveaux directeurs, du Procureur Général et des assesseurs de la présidence de l'Ibama, l'importance d'une politique environnementale fondée sur une politique transversale, le contrôle et la responsabilité sociale pour le développement rationnel. Marina Silva considère l'Ibama comme l'une des plus fortes institutions publiques du pays. En ce sens, elle évalue que le moment est venu de créer de nouveaux instruments pour une plus ample intégration entre le ministère de l'Environnement, l'IBAMA, l'ANA - Agência Nacional de Águas, le **Jardin Botanique** et les secrétariats. « *La politique transversale que nous désirons avec les autres secteurs est fondamentale dans notre propre maison* », dit-elle.

Selon la Ministre, dans le gouvernement, l'Ibama doit continuer d'être le bras moteur du ministère de l'environnement mais à partir d'un abordage nouveau. Marina Silva a fait remarquer le caractère quelque fois répressif que l'organe doit avoir devant l'infraction, observant, cependant, qu'il faut créer, d'une manière générale, une relation positive et pro-active avec la société. « *Je pense que la combinaison des deux fera que la politique environnementale du pays signale un nouveau moment. Nous ne pouvons pas exercer le commandement et le contrôle comme une fin en soi. Ils existent pour canaliser les actions dans tous les sens pour trouver la forme correcte de faire, l'Ibama étant une des pièces les plus importantes dans ce nouveau processus* », a-t-elle observé.

[Retour à la page 32](#)

Marina Silva

Source : [AgênciaBrasil](#), le 13 février 2003.

Depuis le début de sa carrière, l'ex-sénatrice Marina Silva Vaz de Lima est engagée dans la cause écologique. Prénommée Maria Osmarinas, elle est née dans l'État de l'Acre en 1958, de parents extracteurs de caoutchouc. Elle apprend à lire à 14 ans seulement et perd sa mère à 16 ans.

En 1985, elle suit une formation en histoire à l'UFAC - Universidade Federal do Acre et a commencé à agir dans les CEBs - Comunidades Eclesiais de Base de l'Eglise Catholique, très liée PRC - Partido Revolucionário Comunista, un groupe clandestin qui a lutté contre les gouvernements militaires. En 1984, elle fonde la CUT - Central Unica dos Trabalhadores dans son Etat, conjointement avec l'extracteur de caoutchouc et écologiste, Chico Mendes. En 1988 elle est la conseillère municipale qui recueille

le plus de voix à Rio Branco, capitale de l'état de l'Acre, dont elle fut élue député en 1990. 4 ans plus tard, Marina est la plus jeune sénatrice élue au Brésil ; elle est réélue en 2002 et arrive en tête des élections dans son Etat. Au cours de tous ces mandats, elle se fait remarquer pour ses idées en faveur de la défense des indiens, de l'environnement, des droits de la femme et de l'exclusion sociale.

Aujourd'hui, membre de la Comissão de Educação e Assuntos Sociais du sénat, dans laquelle elle a présenté, récemment, un projet qui régleme la publicité officielle du gouvernement, elle participe à de nombreuses commissions spéciales, comme celle de Calha Norte qui évalue l'occupation de l'armée, dans le Rio Amazonas, ou la Comissão de Política de Desenvolvimento da Amazônia. Mère de quatre enfants, Marina Silva a vaincu récemment une maladie neurologique, provoquée par la contamination de métaux lourds.

[Retour à la page 32](#)

Ministério da Saúde (MS)

Ministre de la santé : **Humberto Costa**

<http://www.saude.gov.br/>

Le Ministre :

Humberto Costa, 45 ans, est médecin, formé à l'Université Fédérale de Pernambuco avec spécialisation en médecine générale communautaire (1983), en psychiatrie en 1986 et en clinique médicale (1987). Humberto Costa est également diplômé en journalisme par l'Université Catholique de Pernambuco.

Au Congrès, il a été l'un des 100 parlementaires les plus actifs et influents. Parmi les projets auxquels il a participé se trouve l'acceptation des séropositifs par le SUS, la réglementation des conventions d'assurance santé, la protection des témoins et l'audit de la Sécurité Sociale.

En début 2001 et pendant un peu plus d'un an, il a assumé le Secrétariat Municipal de la Santé de Recife.

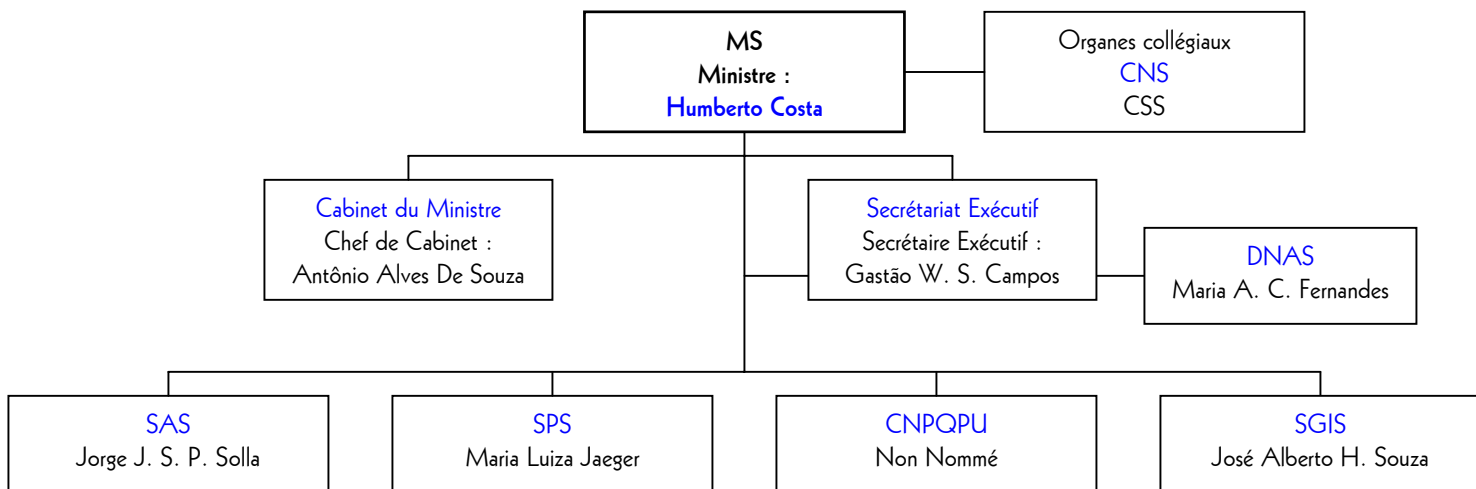
Lire son CV p 40

Le Ministère :

La fonction du Ministère de la Santé est de réunir toutes les conditions pour conduire une politique nationale de santé qui a pour principes fondamentaux la démocratisation et l'universalisation des services de santé, garantissant au citoyen le droit et l'accès aux soins et services médicaux.

Pour ce faire, sont de la compétence et des attributions du ministère de promouvoir des actions de protection, de prévention et de récupération de la santé individuelle et collective, la vigilance et le contrôle sanitaire, et la gestion, la coordination, la fiscalisation et le perfectionnement du réseau des services de santé.

Organigramme du Ministère



Voir aussi l'organigramme complet du Ministère sur le site :

<http://portalweb02.saude.gov.br/saude/aplicacoes/organograma/estrutu/index.cfm>

[Retour au Sommaire](#)

Humberto Costa prend la tête du Ministère de la Santé

Lire p 38

Recevant des mains de son prédécesseur, Barjas Negri, la charge du Ministère de la Santé, le médecin de Pernambuco, Humberto Costa, 45 ans, a annoncé dans son discours qu'il sera un "instrument" de la transformation sociale, défendue par le président Luiz Inácio Lula da Silva.

Humberto Costa présente la nouvelle structure du Ministère de la Santé

Lire p 38

Le Ministre de la Santé, Humberto Costa a présenté le nouveau Secrétariat du Ministère et une nouvelle structure de fonctionnement de l'organe. Trois secrétariats seront supprimés, quatre nouveaux seront créés ; la formation en techniques sanitaires étant le profil dominant des nouveaux dirigeants.

Rencontre entre le Ministre de la Santé et le commissaire européen pour le commerce

Lire p 39

Le Ministre de la Santé Humberto Costa, a rencontré le commissaire de l'UE pour le commerce, Pascal Lamy, pour discuter de la politique concernant les médicaments qui devra être définie entre le gouvernement brésilien et la Communauté Européenne.

Le gouvernement révoque les privilèges des hôpitaux privés

Lire p 40

Le gouvernement fédéral a révoqué le Décret n° 4.481 du 22 novembre 2002 qui conférait le titre de « stratégiques » à plus de cent hôpitaux privés. Sous cette dénomination, de nombreux hôpitaux, offraient aux usagers du SUS, et ce contrairement au Décret 2.536 du 6.4.98, moins de 60 % de leur structure, alors que d'une part ils bénéficiaient d'avantages financiers et fiscaux, et d'autre part ils étaient dispensés de l'obligation de prouver le caractère philanthropique et d'assistance de leurs services.

Humberto Costa prend la tête du Ministère de la Santé

Source : [Notícias do MS](#), du 2 janvier 2003.

Recevant des mains de son prédécesseur, Barjas Negri, la charge du Ministère de la Santé, le médecin de Pernambuco, Humberto Costa, 45 ans, a annoncé dans son discours qu'il sera un "instrument" de la transformation sociale, défendue par le président Luiz Inácio Lula da Silva.

Parmi les priorités, le Ministre s'est engagé à renforcer les actions pour l'amélioration de la santé de la femme, réduire davantage la mortalité infantile, améliorer les services de santé du [SUS](#) - Sistema Único de Saúde, accroître la distribution de médicaments et maintenir une certaine fermeté dans les négociations de leur prix avec l'industrie pharmaceutique. Devant une assemblée d'amis, de politiciens, de membres du ministère et de proches, Humberto Costa a commenté le défi qui l'attend.

« J'assume avec certitude et, conscient de cette responsabilité, d'être capable, avec l'aide non seulement de l'équipe ici présente mais de tous les professionnels de la Santé de notre pays, de réaliser un bon travail. J'espère qu'au terme de ces quatre ans nous pourrons faire un bilan montrant que la santé de notre population a changé d'une manière très significative », a-t-il déclaré.

« Cette confiance ne vient pas de l'autosuffisance ou de l'idée que je sois plus ou moins capable qu'un autre, elle vient de ma conscience d'être un instrument de transformation, d'être d'une génération qui a rêvé de construire dans ce pays une politique de santé avec inclusion de notre population », a ajouté le Ministre.

Humberto Costa a souligné que sa gestion sera marquée par le dialogue avec les divers acteurs de la santé et, pour tenir son engagement, il a déclaré qu'il participera à toutes les réunions du Conseil National de Santé (principal organe de contrôle social du secteur de la santé qui réunit, entre autre, les représentants des utilisateurs du SUS, centrales syndicales et prestataires de services publics et privés).

[Retour à la page 37](#)

Humberto Costa présente la nouvelle structure du Ministère de la Santé

Source : [Notícias do MS](#), du 7 janvier 2003.

Le Ministre de la Santé, Humberto Costa a présenté le nouveau Secrétariat du Ministère de la santé ainsi que sa nouvelle structure de fonctionnement. Trois secrétariats seront supprimés, quatre nouveaux créés ; par ailleurs, la formation en techniques sanitaires apparaît comme le profil dominant des nouveaux dirigeants.

Les nouveaux Secrétariats en formation concernent la Science & la Technologie, les Composants Stratégiques, la Gestion du Travail du Secteur de la Santé ainsi que la Gestion Participative et la Vigilance de la Santé. Seront supprimés les Secrétariats des Investissements en Santé, des Politiques de Santé et de l'Assistance à la Santé.

La nouvelle structure utilisera les ressources humaines disponibles du ministère, tout en assurant la continuité des actions en cours. La restructuration n'aura aucun coût supplémentaire, il s'agit en effet d'un redéploiement de postes, a assuré le Ministre Humberto Costa.

Le nouveau Secrétaire Exécutif est Gastão Wagner, ex-secrétaire de la Santé de Campinas (SP). Il aura la responsabilité de la coordination budgétaire et financière, de la planification et articulation des politiques de santé. Dans le cadre de la nouvelle structure, le Datasus et la Carte SUS seront placés sous la coordination du Secrétariat Exécutif. Gastão Wagner a informé que son Secrétariat aura également pour mission de resserrer les liens avec les États et les municipalités pour les définitions et les implantations de programmes.

Le Secrétariat de Science & Technologie et Composants Stratégiques - dirigé par José Alberto Hermógenes (médecin sanitaire et à deux reprises secrétaire exécutif du Ministère de la Santé pendant la gestion de Mozar Abreu e Lima et de Jamil Haddad) - est chargé de la formulation des politiques nationales en science et technologie pour la santé et l'assistance pharmaceutique.

La nouvelle structure prévoit également l'implication du ministère dans la formation des ressources humaines pour le secteur de la santé, la réglementation des professions et du marché du travail. Le Secrétariat de Gestion du Travail du Secteur Santé sera dirigé par Maria Luiza Jaeger (spécialiste sanitaire et sociologue, ex-Secrétaire de la Santé de Porto Alegre et du Rio Grande do Sul) et coordonnera toutes les actions. Le Ministre Humberto Costa compte sur la mise en place d'actions qui permettront la rénovation des structures, notamment des centres de santé publique dans les municipalités.

Le Ministre Humberto Costa a annoncé également la création du Secrétariat de Gestion Participative qui sera dirigé par Sérgio Arouca, ex-député et secrétaire de la Santé de la ville et de l'Etat de Rio de Janeiro. La mission du secrétariat sera de renforcer le contrôle social et Sérgio Arouca devra organiser, encore cette année, une conférence extraordinaire sur la santé « *produisant, nous l'espérons, le même impact que celui de la 8^{ème} Conférence de 1986* », a commenté Humberto Costa.

Valdi Camarci Bezerra, urologue et professeur de l'[Université Fédérale de Goiás](#), ex-secrétaire du gouvernement et ex-secrétaire législatif de Goiânia, sera le nouveau président de la Funasa.

Le chef du cabinet du Ministre de la Santé sera Antônio Alves, chirurgien général du DF. Les directeurs des agences régulatrices du Ministère, de l'Agence de Vigilance Sanitaire et de l'Agence Nationale de la Santé n'ont pas encore été nommés.

[Retour à la page 37](#)

Rencontre entre le Ministre de la Santé et le Commissaire Européen pour le commerce sur la flexibilité des brevets

Source : [Notícias do MS](#), du 30 janvier 2003.

Le Ministre de la Santé Humberto Costa, a rencontré le commissaire de l'UE pour le commerce, Pascal Lamy, pour discuter de la politique concernant les médicaments qui devra être définie entre le gouvernement brésilien et la Communauté Européenne.

Il a été question, également, de l'application de la Déclaration de Doha. En effet, l'accord introduit une certaine flexibilité de la politique de protection industrielle des médicaments, aussi bien pour la production locale que pour l'importation et l'exportation des génériques.

Le Brésil, à la tête des pays en voie de développement s'agissant des discussions concernant la flexibilité des brevets, s'oppose aux intérêts des pays développés qui abritent les sièges des grands laboratoires pharmaceutiques multinationaux.

Les gouvernements des Etats Unis et du Japon, par exemple, s'efforcent de limiter l'application de l'accord aux seuls médicament contre le sida, la malaria et la tuberculose et souhaitent diminuer la liste des pays pouvant importer les médicaments génériques.

L'Union Européenne, de son côté, souhaite que l'OMS élabore une liste d'une vingtaine de maladies pour lesquelles pourraient être fabriqués des médicaments génériques ; cette volonté violant néanmoins l'autonomie des pays dans la définition de leurs priorités dans le domaine de la Santé Publique.

Aussi, lors de la prochaine Assemblée Mondiale de la Santé, prévue en mai 2003 à Genève, à laquelle participeront 190 pays, le Brésil essaiera d'obtenir de l'OMS une résolution pour que chaque pays puisse définir ses propres priorités.

Le Brésil cherchera, en outre, à obtenir l'appui de l'organisation pour discuter de la propriété intellectuelle dans le cadre de l'OMC.

Dans l'esprit du Brésil et dans celui d'autres pays en voie de développement, la Déclaration de Doha constitue un instrument important d'intégration sociale : la Déclaration ayant, par exemple, élargi l'accès aux médicaments contre le sida (qui atteint 42 millions de personnes dans le monde) et contre d'autres maladies, telles que la lèpre, la tuberculose, le diabète, le cancer, la Maladie d'Alzheimer, de Parkinson ou l'hépatite, permettant de fait une réduction des coûts élevés des traitements.

La garantie de l'accès aux médicaments représente donc une responsabilité universelle et un engagement à côté de la solidarité et des Droits de l'Homme. C'est pourquoi le Brésil souhaite que la Déclaration soit pleinement exécutée.

[Retour à la page 37](#)

Le gouvernement révoque les privilèges des hôpitaux privés

Source : [Notícias do MS](#), du 4 février 2003.

Le gouvernement fédéral a révoqué le Décret n° 4.481 du 22 novembre 2002 qui conférait le titre de « stratégiques » à plus de cent hôpitaux privés. Sous cette dénomination, de nombreux hôpitaux, offraient aux usagers du SUS, et ce contrairement au Décret 2.536 du 6.4.98, moins de 60 % de leur structure, alors que d'une part ils bénéficiaient d'avantages financiers et fiscaux, et d'autre part ils étaient dispensés de l'obligation de prouver le caractère philanthropique et d'assistance de leurs services.

Ainsi, pour être qualifiés de « stratégiques », ils devaient répondre au moins à l'un des six critères établis par le décret, parmi lesquels on peut citer par exemple la nécessité d'offrir au SUS au minimum 30% de services de haute complexité, ou encore d'être un centre de référence en dans le domaine de la recherche, du diagnostique et du traitement de la tuberculose, du sida ou de la lèpre.

De ce fait les établissements « stratégiques » avaient le privilège de recevoir un CEAS - Certificat d'Assistance Sociale, sans avoir à atteindre le pourcentage des 60%. Ce certificat permettait aux hôpitaux de bénéficier de l'exemption de l'impôt sur les services (ISS) et de la contribution patronale à la Sécurité Sociale, de leur donner la priorité dans le choix des partenariats, dans la signature de contrats, de conventions d'assurance, d'accords, de financements ainsi que d'autres avantages. Ces prérogatives allaient à l'encontre des efforts du Conseil National de l'Assistance Sociale visant à restreindre l'émission des CEAS aux seuls hôpitaux remplissant les critères de la législation en vigueur. Par ailleurs, en violation de l'article 199 de la Constitution Fédérale, les hôpitaux « stratégiques » recevaient des ressources publiques sans obligation de donner la contre-partie sociale.

Avec la révocation du Décret, ces unités de santé devront de nouveau respecter le pourcentage, sous peine de perdre les bénéfices financiers et fiscaux.

Le président Lula, a signé la révocation par Décret n° 4.588 du 7.2.03, ralliant , arguant la position du Ministre de la Santé, Humberto Costa.

« Nous sommes arrivés à la conclusion que le Décret n° 4.481 du 22.11.02, donnait un traitement privilégié à certains hôpitaux privés au détriment de la grande majorité des adhérents au SUS. L'entendement du Conseil National de la Santé va dans le sens de la révocation proposée ; la Confédération des « Santas Casas de Misericórdia », Hôpitaux et Entités Philanthropiques s'expriment également ainsi » a écrit le Ministre qui souhaite comme priorité l'amélioration du service publique hospitalier et ambulatoire.

[Retour à la page 37](#)

Ministre : Humberto Costa

Source : [Notícias do MS](#), du 17 février 2003.

Humberto Costa, 45 ans, médecin formé à l'[Université Fédérale de Pernambuco](#), spécialisé en médecine générale communautaire (1983), en psychiatrie (1986) et en clinique médicale (1987) est également diplômé en journalisme à l'[Université Catholique de Pernambuco](#).

Il a présidé l'Associação Pernambucana de Médicos Residentes et a été le Premier Secrétaire du Syndicat des Médecins de Pernambuco. Ex-député d'Etat et Fédéral, il a été élu conseiller municipal en 2002 (obtenant le plus grand nombre de voix de toute l'histoire du vote du Conseil Municipal de la capitale du Pernambuco avec 27.815 voix).

Au Congrès, il a été l'un des 100 parlementaires les plus actifs et influents. Parmi les projets auxquels il a participé on trouve la reconnaissance des séropositifs par le SUS, la réglementation des conventions d'assurance santé, la protection des témoins et l'audit de la Sécurité Sociale.

En début d'année 2001 et pendant un peu plus d'un an, il a assumé le Secrétariat Municipal de la Santé de Recife. Parmi les actions qu'il a menées à la tête du secrétariat, soulignons l'implantation du Programme de Santé Environnementale, la création de 768 postes d'agents sanitaires qui couvrent 100 % de la municipalité dans la prévention et le contrôle de tous les types d'endémies et l'augmentation, de 27 à 122 le nombre d'équipes du Programme de Santé de la Famille. Durant cette période,

Humberto Costa a également créé le Service d'Assistance Médicale d'Urgence (SAMU), pour secourir les patients à domicile et sur les voies publiques. Il a implanté, en outre, le Programme « Academia da Cidade », visant à amener la pratique du sport sur les places et les avenues des quartiers populaires, encadrée par des médecins et des professeurs d'éducation physique.

[Retour à la page 37](#)

A propos

Elaboration du Dossier

Rédaction :

[Joachim Queyras](#), Volontaire international au *CenDoTeC*.

Traduction :

[Ivana Janosch](#).

Responsable de la publication :

[Luc Quoniam](#), professeur des Universités, Directeur du *CenDoTeC*

Prenez contact avec le *CenDoTeC !!!*

Pour tout

dossier d'Intelligence Territoriale, de Veille Technologique,

d'Information Scientifique et Technique

sur le Brésil